


République du Sénégal

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION

DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION
ET DES POLITIQUES ECONOMIQUES



**SITUATION
ECONOMIQUE ET
FINANCIERE EN 2021 ET
PERSPECTIVES 2022**

**Direction de la prévision et des études
économiques
(DPEE)**



@DPMSP Mars 2022

La situation économique et financière (SEF) est un document d'analyse macroéconomique qui est publié deux fois dans l'année. Celui-ci fait le point sur la situation de 2021 et les perspectives de 2022. Cette présente édition est une mise à jour de celle du mois de novembre 2021.

Sous la supervision de

Mouhamadou Bamba DIOP	Directeur général de la Planification et des Politiques Economiques
Souleymane DIALLO	Coordonnateur de la Direction générale de la Planification et des Politiques Economiques
Djibril DIONE	Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques
Alassane DIALLO	Chef de la Division des Projections Macroéconomiques et du Suivi des Programmes (DPMSP)

Equipe de rédaction

Environnement international et Secteur réel	Idrissa	DIAGNE
	Diabel	DIOP
Finances Publiques et dette	Fodé	DIEME
	Mamadou	CISSE
	Awa Kane	KONTE
Balances des Paiements et Monnaie	Hamat	SY

Table des Matières

RÉSUMÉ	4
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	7
1- CROISSANCE ET COMPÉTITIVITÉ	11
1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2021	11
1.1.1. <i>Les ressources du PIB</i>	11
1.1.2. <i>Les emplois du PIB</i>	16
1.1.3. <i>Inflation</i>	17
1.1.4 <i>Compétitivité</i>	17
1.2. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN 2022	18
1.2.1. <i>Les ressources du PIB</i>	18
1.2.2. <i>Les emplois du PIB</i>	19
1.2.3. <i>Inflation</i>	19
2. LES FINANCES PUBLIQUES	20
2.1. EXERCICE BUDGÉTAIRE EN 2021	20
2.1.1. <i>Les Recettes</i>	20
2.1.3. <i>Les dépenses</i>	21
2.1.4. <i>Le Financement</i>	22
2.1.5 <i>La Dette publique</i>	22
2.2. PERSPECTIVES BUDGÉTAIRES EN 2022.....	23
2.2.1. <i>Les Recettes</i>	23
2.2.3. <i>Les dépenses</i>	24
2.2.4. <i>Le Financement</i>	24
3. LA BALANCE DES PAIEMENTS	25
3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNÉE 2021	25
3.1.1. <i>Evolution de la balance courante</i>	25
3.1.2. <i>Evolution du compte de capital et du compte financier</i>	26
3.2. PRÉVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNÉE 2022	26
4. LA SITUATION MONÉTAIRE	28
4.1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONÉTAIRE EN 2021	28
4.1.1. <i>Les avoirs extérieurs nets</i>	28
4.1.2. <i>Les créances intérieures</i>	28
4.1.3. <i>La masse monétaire</i>	28
4.2. PRÉVISIONS DE LA SITUATION MONÉTAIRE EN 2022	28
5. LES RISQUES MACROECONOMIQUES	29
ANNEXES	31

RÉSUMÉ

La présente situation économique et financière est élaborée dans un contexte marqué par un ralentissement de l'activité économique mondiale doublé d'une hausse vertigineuse des cours des principales matières premières. Ainsi, le FMI, dans sa publication de janvier 2022, table sur un taux de croissance de l'activité économique mondiale de 4,4% en 2022 contre 5,9% en 2021, soit un ralentissement de 1,5 point de pourcentage. Cette évolution de l'activité est portée principalement par les Etats-Unis, l'Espagne, la France et le Canada. Dans les pays avancés, la croissance devrait ralentir avec un taux de croissance attendu à 3,9% en 2021 contre 5,0% en 2020. Ce ralentissement s'expliquerait par les tensions géopolitiques ainsi que les difficultés d'approvisionnement en biens et services. Quant aux pays émergents et en développement, ils afficheraient également une croissance moindre, comparée au niveau de 2021 en liaison notamment avec les difficultés notées dans le secteur immobilier en Chine. Ainsi, les prévisions de croissance dans cette zone sont attendues à 4,8% en 2022 contre 6,5% en 2021.

Au niveau des prix, les cours des matières premières ne cessent de s'accroître entraînant des tensions inflationnistes des produits de base. En effet, selon les prévisions du FMI publiées en janvier 2022, le cours du baril de pétrole (WTI) devrait progresser de 11,9%, passant de 65,68 dollars en 2021 à 73,31 dollars en 2022. Globalement, les cours des matières premières devraient s'accélérer (+3,1%) en liaison avec la hausse des prix des produits pétroliers.

Au plan interne, l'activité économique s'est redynamisée en 2021, suite à la conjonction de plusieurs facteurs, notamment, une meilleure maîtrise de la pandémie de la Covid-19 découlant d'une campagne de vaccination contre la propagation du coronavirus et une reprise satisfaisante des activités des secteurs secondaire et tertiaire. L'économie est revenue également sur un nouveau sentier de croissance, à la faveur d'un environnement interne et externe beaucoup plus favorable. L'environnement économique interne a été soutenu par la relance des investissements structurants dans le cadre de la poursuite de l'exécution des projets et programmes du PSE inscrits dans le Plan d'actions prioritaires ajusté et accéléré (**PAP2A**). L'économie a aussi bénéficié de la consolidation des acquis à travers : (i) la réalisation des réformes relatives, entre autres, à la deuxième phase du « compact with africa »; (ii) la stratégie de recettes à moyen terme (**SRMT**) ; qui ont contribué à maintenir le dynamisme de l'activité économique. Au total, **le taux de croissance du PIB réel est estimé en hausse de 6,1% en 2021 contre 1,3% en 2020.**

L'**inflation**, mesurée par l'Indice national des prix à la consommation (**INPC**), est ressortie à 2,2% en 2021 contre 2,5% en 2020. Cette évolution des prix traduit la progression des cours des produits de base, notamment, les cours du baril sur le marché international, induisant de fait un renchérissement des produits alimentaires. Néanmoins, l'inflation s'est maintenue en deçà du seuil communautaire de 3,0%, retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA.

En 2021, la **gestion budgétaire** a été marquée par une évolution modérée de 2,6% des charges en raison d'un impact moindre de la pandémie de la Covid-19, avec une réduction des dons courants (transferts) et des subventions concomitamment à un renforcement des investissements. Globalement, le déficit budgétaire, dons compris, est ressorti à 964,3 milliards, soit 6,3% du PIB en 2021 contre un déficit de 6,4% un an auparavant.

Pour ce qui est **des échanges avec l'extérieur** en 2021, ils se sont traduits par une détérioration du déficit du compte courant, passant de 1532,3 milliards à 2037,3 milliards, soit une dégradation de 505,0 milliards. Cependant, le solde global de la balance des paiements qui était déficitaire de 91,3 milliards en 2020 est ressorti en excédent de 245,7 milliards en 2021, du fait d'un renforcement remarquable de l'excédent du compte financier de 866,0 milliards.

La **situation monétaire** en 2021 a été marquée par une augmentation des avoirs extérieurs nets (+245,6 milliards), un accroissement des créances intérieures (+868,3 milliards) et une expansion de la masse monétaire (+1084,3 milliards).

L'année 2022 devrait consolider la reprise enclenchée en 2021, malgré la présence de la pandémie de la Covid-19. Toutefois, des inquiétudes subsistent en liaison avec les tensions géopolitiques dans le monde qui pourraient accentuer les contraintes dans les chaînes d'approvisionnement. Par ailleurs, l'activité économique au titre de 2022 devrait être soutenue par l'exécution des projets prioritaires structurants inscrits dans le PAP2A. La mise en œuvre des réformes de troisième génération dans l'environnement des affaires inscrites dans le PREAC III serait également d'un apport considérable dans le cadre de la relance de l'économie. En outre, l'économie nationale bénéficierait des retombées positives de la reprise de la demande mondiale. **En somme, l'activité économique en 2022 est attendue en hausse de 5,5% contre 6,1% un an plutôt.**

S'agissant de **l'inflation**, mesurée par le déflateur du PIB, elle est projetée à 2,4% en 2022. Toutefois, la tendance haussière des prix internationaux des produits énergétiques et alimentaires pourrait accentuer cette poussée.

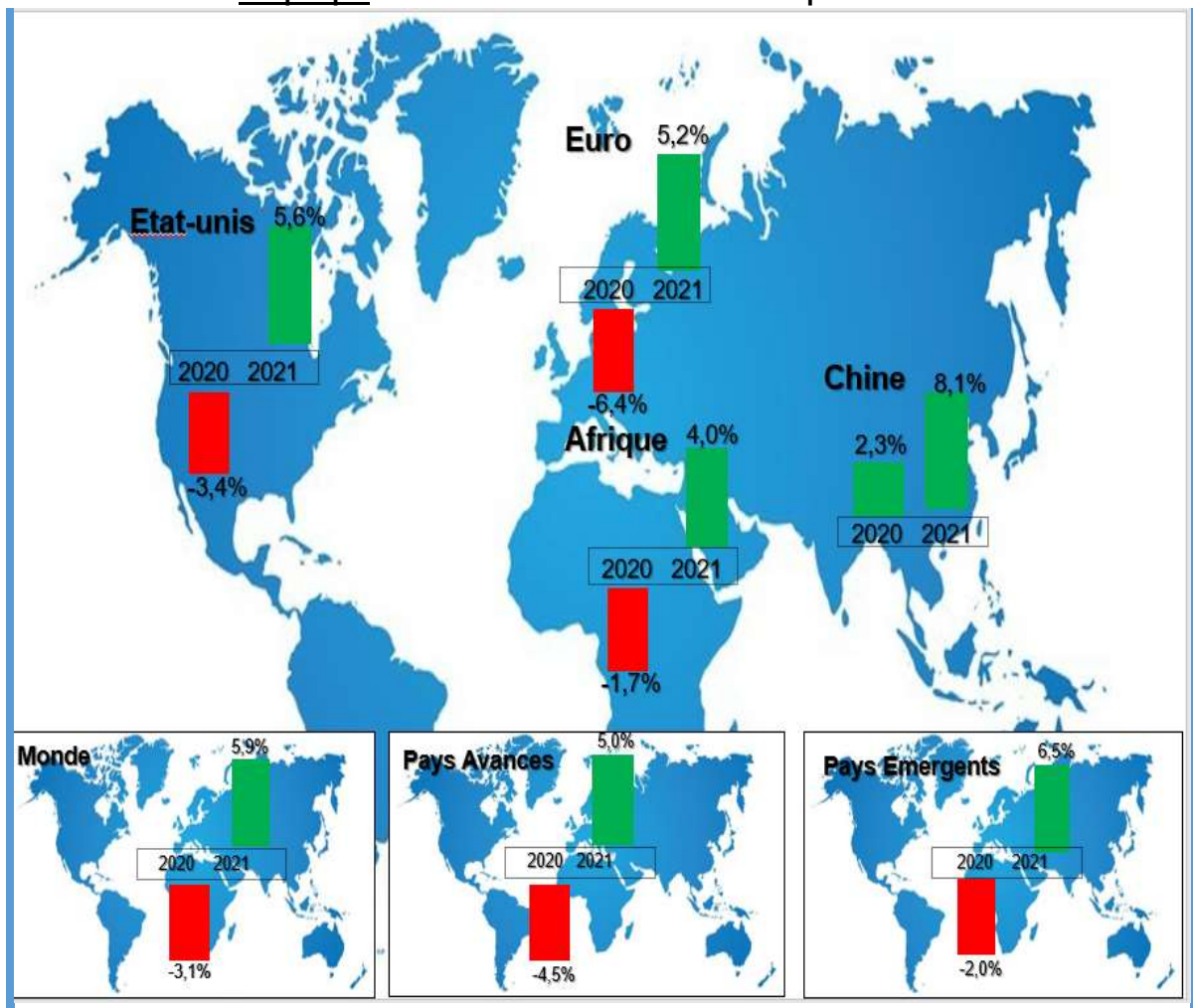
Au plan budgétaire, la mobilisation des ressources devrait s'appuyer sur le démarrage de la mise en œuvre de la Stratégie de recouvrements des recettes à moyen terme (SRMT) qui vise l'élargissement conséquent de l'assiette fiscale, le renforcement de l'efficacité des régies de recettes ainsi que la réduction significative des dépenses fiscales, notamment, les exonérations, le renforcement de la gouvernance de la valeur en douane ainsi que le celui de l'informatisation et de l'interconnexion des services douaniers et fiscaux. En cohérence avec les engagements vis-à-vis des organisations communautaires (UEMOA et CEDEAO) et des partenaires techniques et financiers, **la gestion budgétaire devrait ressortir avec un déficit budgétaire projeté à 784,8 milliards, soit 4,8% du PIB en 2022, contre un déficit 964, 3 milliards, soit 6,3% du PIB en 2021.**

En 2022, la situation des échanges avec le reste du monde se traduirait par un déficit du compte des transactions courantes de 1790,8 milliards en 2022 (11,7% du PIB) contre 2037,3 milliards en 2021 (13,3% du PIB). Cependant, le compte de capital se renforcerait de 141,8 milliards en s'établissant à 259,0 milliards en 2022. Par ailleurs, le solde du compte financier se chiffrerait à 1617,3 milliards, soit une dégradation de 544,5 milliards par rapport à 2021. En définitive, le solde global de la balance des paiements devrait afficher un excédent de 90,4 milliards en 2022.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'environnement économique mondial est toujours sous la menace de la crise sanitaire ; laquelle a été marquée par d'importantes pertes économiques et en vies humaines dans le monde entier. Cependant, malgré les incertitudes qui caractérisent l'évolution de la maladie, il y'a une forte probabilité de sortie de cette crise à la fois sanitaire et économique à la faveur des efforts substantiels fournis par la communauté scientifique internationale dans la recherche de vaccins efficaces conjugués aux efforts budgétaires des Etats en matière de politique de relance. Ainsi, après une reprise estimée à 5,9% en 2021, le Fond monétaire international (FMI), dans ses dernières perspectives économiques, table sur une croissance du PIB de 4,4% en 2022 pour l'ensemble de l'économie mondiale, soit un repli de 1,5 point de pourcentage. Cette orientation de l'activité économique mondiale est, en grande partie, attribuable au ralentissement anticipé, à la fois, dans les pays avancés et dans les économies émergentes et en développement pour lesquels la croissance est attendue respectivement à 3,9% et à 4,8%. Par ailleurs, d'après le FMI, les tensions géopolitiques et le niveau élevé de l'inflation dans de nombreux pays sont les principaux facteurs qui assombrissent l'horizon économique.

Graphique 1 : Evolution de l'activité économique mondiale



Source : DPEE/DGPPE/MEPC janvier 2022

La croissance dans les pays avancés est estimée à 5,2% en 2021 contre un repli de 4,5% un an plus tôt. Ce regain d'activités est porté principalement par les Etats-Unis, l'Espagne, la France et le Canada. Les mesures de relance budgétaire supplémentaires, notamment, celles de l'Administration Biden, ainsi que la politique monétaire accommodante ont soutenu la bonne tenue de l'activité économique aux États-Unis qui est ressortie en hausse de 5,6% en 2021. L'évolution de l'activité dans la zone Euro s'explique principalement par la politique de distribution des fonds « Next Generation EU », renforcée par la réouverture des économies européennes. En effet, la zone Euro a, en 2021, affiché une croissance de 5,2%, portée par l'Espagne (+4,9%), la France (+6,7%), l'Italie (+6,2%) et dans une moindre mesure l'Allemagne (+2,7%). Le Japon, pour sa part, ressort avec un taux de croissance de +1,6% en 2021 contre -4,5% en 2020 en liaison avec les efforts fournis dans le cadre de la vaccination des populations, conjugués à une réouverture complète de ses frontières.

Les **pays émergents et en développement** ont bénéficié de cette reprise de l'activité économique mondiale. En 2021, la croissance est estimée à 6,5% contre -2,0% en 2020. L'activité économique en Inde, en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande a été marquée négativement suite à la succession des vagues de contamination durant la période mars-mai 2021. Toutefois, la croissance en Inde est évaluée en hausse de 9,0% en 2021. La Chine a bénéficié de la vigueur du soutien budgétaire de l'Etat qui a conduit à une estimation de la croissance en hausse de l'ordre de 8,1% en 2021. Au niveau des pays émergents et en développement d'Amérique latine, le relèvement de la croissance s'explique principalement par la bonne tenue de l'activité économique au Brésil et au Mexique. En effet, l'activité au niveau des pays émergents et en développement d'Amérique latine et des caraïbes est estimée à 6,8% en 2021 contre un repli de 6,9% un an plus tôt. En Afrique subsaharienne, une reprise économique moins vigoureuse a été notée, malgré le renforcement de la demande mondiale en matières premières. Toutefois, les pays dont l'activité économique reste tributaire du tourisme ont vu leur croissance stagner. L'évolution de l'activité économique en Afrique subsaharienne est estimée en hausse de 4,0% en 2021 contre un repli de 1,7% en 2020 en rapport avec les regains au Nigéria (+3,0%) et en Afrique du sud (+4,6%).

En perspectives, l'activité économique mondiale devrait être moins vigoureuse en 2022, en liaison avec le variant omicron qui a entraîné à nouveau une restriction des déplacements. Egalement, l'augmentation des prix de l'énergie et la rupture d'approvisionnement dans la chaîne de biens et services devraient agir sur l'activité économique mondiale. Globalement, selon le FMI, la croissance mondiale s'établirait à 4,4% en 2022, portée par l'activité dans les pays émergents et en développement (+4,8%) et, dans une moindre mesure, dans les pays avancés (+3,9%). L'activité économique en 2022 dans les **pays avancés** devrait être marquée par (i) les efforts de soutien budgétaire supplémentaires à l'économie, (ii) la politique de vaccination universelle à fin 2021 ; (iii) les contraintes sur la demande et la chaîne d'approvisionnement et ; (iv) les risques d'une pression

inflationniste qui perdurent. Les perspectives de croissance dans cette zone, ressortiraient à 3,9% en 2022 contre 5,0% en 2021, reflétant la situation dans la zone Euro (+3,9%), notamment, en Espagne (+5,8%), Italie (+3,8%), France (+3,5%) et Allemagne (+3,8%). Aux États-Unis et au Royaume-Uni, l'activité économique devrait ralentir en 2022 pour se situer respectivement à 4,0% et 4,7% en 2021.

Dans les **pays émergents et en développement**, la croissance serait, pour l'essentiel amoindrie par les perturbations dans le secteur du logement en Chine et la baisse de la consommation privée. Egalement, les perspectives de croissance dans cette zone seraient perturbées par la politique anti-inflationniste à travers une politique monétaire vigoureuse au Brésil et au Mexique. Globalement, l'activité économique dans cette zone devrait être tirée, essentiellement par la reprise de l'activité en Inde dont le taux de croissance est attendu en 2022 à 9,0%. En Afrique subsaharienne, les perspectives de croissance demeurent favorables avec une progression de l'activité économique prévue à 3,7% en 2022. L'Afrique du sud et le Nigéria afficheraient des taux de croissance respectifs de 1,9% et 2,7%.

S'agissant du **commerce international**, il s'est renforcé en 2021 à la faveur du rebond des échanges de marchandises. Toutefois, le commerce de services est resté morose en rapport avec les restrictions liées aux voyages internationaux. En effet, les craintes de voyages ont eu des effets néfastes sur les revenus des exportations de services. En revanche, le commerce des produits de base et de leurs cours ne cessent de s'accroître suite à la relance de la demande mondiale. Globalement, le volume du commerce mondial s'est renforcé de 9,3% en 2021 contre un repli de 8,2% en 2020, en raison, essentiellement, de la demande adressée aux pays émergents et en développement qui a crû de 11,1%. Au titre de l'année 2022, les échanges de biens et services devraient ralentir au regard du rythme d'évolution morose attendu du commerce transfrontalier des services. En somme, la demande mondiale en biens et services est attendue en hausse de 6,0% en 2022.

Le dynamisme de l'activité économique mondiale en 2021-2022 devrait impulser la **production mondiale de pétrole**. Après le repli de l'offre des pays de l'OPEP+ durant la première année de la crise sanitaire, la production de l'or noir a retrouvé son niveau d'avant crise sanitaire parallèlement à l'augmentation de la demande. En effet, selon les publications du FMI datant du mois de janvier 2022, le cours du baril de pétrole (**WTI**) est ressorti en hausse de 67,3%, passant de 41,29 dollars en 2020 à 69,7 dollars en 2021. En 2022, le cours du baril (WTI) devrait s'établir à 77,31 dollars, soit une hausse de 11,9% par rapport à 2021.

La progression des **cours des produits de base** conjuguée à la rupture de la chaîne d'approvisionnement, les contraintes terrestres de circulation des marchandises et la forte demande de biens ont contribué à exacerber les pressions déjà existantes sur les prix, notamment, ceux des produits alimentaires en Afrique subsaharienne en 2021. Dans les pays émergents et en développement, les prix à la consommation ont augmenté de 5,7% en 2021 contre 5,1% un an plus tôt.

Dans les pays avancés, le niveau général des prix s'est établi à 3,1% en 2021 contre 0,7% en 2020. En 2022, dans un contexte de poursuite de la reprise de l'activité économique, l'inflation est attendue à 3,9% dans les pays avancés et à 5,9% dans les économies émergentes.

Au niveau des **marchés financiers**, malgré les pressions inflationnistes, la plupart des banques centrales ont maintenu l'orientation accommodante de leur politique monétaire, dans le but de garantir des conditions de financement favorables, stables et prévisibles pour une reprise solide et durable de l'activité. Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale américaine (Fed) a maintenu ses taux directeurs entre 0 et 0,25% lors de sa première réunion de l'année 2022. Toutefois, avec l'amélioration constatée sur le front de l'emploi et pour contenir l'inflation nettement au-dessus de 2%, la Fed a relevé la fourchette de son taux directeur lors de sa réunion qui s'est tenue en mars 2022. Sur cette même période, l'Institution monétaire devrait également mettre un terme à son programme d'assouplissement quantitatif (Quantitatif easing, QE). Contrairement à la Fed, la Banque du Japon (BoJ), à l'issue de sa réunion de janvier 2022, n'a émis aucun signal en faveur d'un durcissement de sa politique monétaire ultra-accommodante. Elle a ainsi conservé son principal taux d'intérêt négatif, à -0,1%.

1- CROISSANCE ET COMPÉTITIVITÉ

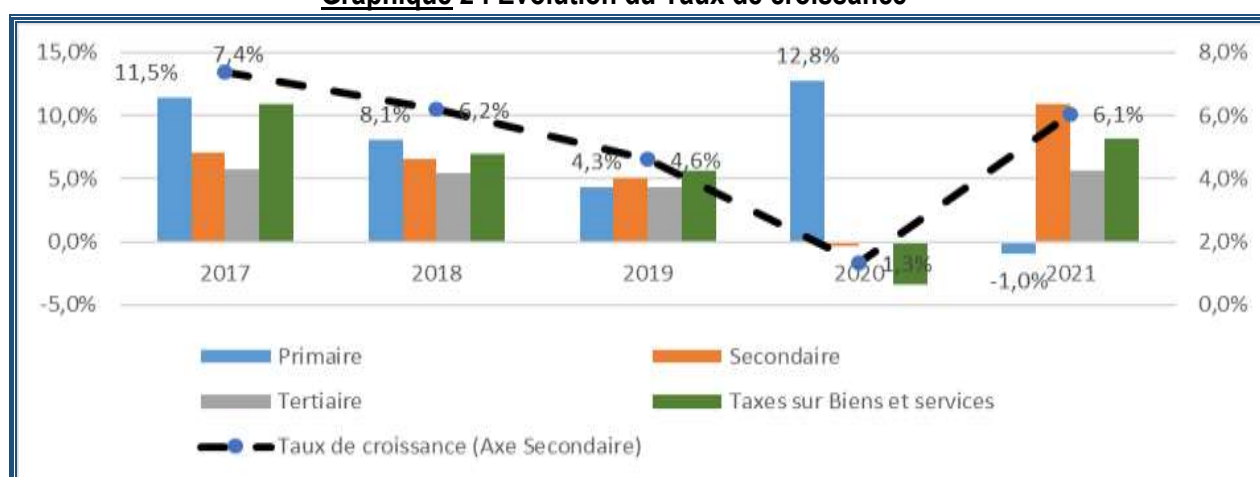
1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2021

1.1.1. LES RESSOURCES DU PIB

L'activité économique s'est redynamisée en 2021 par la conjonction de plusieurs facteurs, notamment, une meilleure maîtrise de la pandémie de la Covid-19. L'économie est également revenue sur un nouveau sentier de croissance soutenue par un environnement interne et externe beaucoup plus favorable. L'environnement économique interne a été soutenue par la poursuite des investissements structurants dans le cadre de la poursuite de l'exécution des projets et programmes du PSE inscrits dans le Plan d'actions prioritaires ajusté et accéléré (PAP2A). La consolidation des acquis à travers la réalisation des réformes relatives, notamment, à la deuxième phase du « compact with africa », la stratégie de recettes à moyen terme (SRMT) et au développement des PPP a contribué à maintenir le dynamisme de l'activité économique. Par ailleurs, ce dynamisme a tiré profit du renforcement du secteur privé à travers les mesures et initiatives phares prises dans le cadre du PAP2A, relatives, entre autres (i) à la modernisation graduelle de l'économie et son optimisation, (ii) à la mutualisation des structures publiques de soutien au secteur privé, (iii) au renforcement de la production agricole et (iv) au développement de l'industrie, notamment, pharmaceutique.

Globalement, **l'activité économique est ressortie en hausse de 6,1% en 2021 contre 1,3% en 2020**. Cette reprise est liée à la forte progression de l'activité économique dans les secteurs secondaire (+10,9%) et tertiaire (+5,7%). En revanche, le secteur primaire s'est inscrit en retrait de 1,0%.

Graphique 2 : Évolution du Taux de croissance



Source : DPEE/DGPPE/MEPC, Mars 2022

Dans le **secteur primaire**, le repli de la croissance de l'activité en 2021, comparativement à 2020, s'explique principalement par les contreperformances des sous-secteurs de l'agriculture et de la pêche. L'activité du secteur a baissé de 1,0% en 2021 contre une hausse de 15,9% en 2020.

Conséquemment au démarrage normal à tardif de la saison des pluies, le **sous-secteur agricole et des activités annexes**¹ a subi une campagne agricole perturbée. Toutefois, les mesures prises par l'Etat ont amoindri l'impact des déficits pluviométriques dans certaines zones. En effet, l'État a mis à la disposition des agriculteurs des intrants de qualité ainsi que des matériaux agricoles adaptés dans le cadre du renforcement de la productivité agricole, en sus de privilégier la sélection des variétés à cycle court et adaptées à la sécheresse pour les céréales et les légumineuses. Ces efforts ont davantage été soutenus par les réformes entreprises par l'État dans la filière rizicole, notamment, dans le cadre de la poursuite du Programme national d'Autosuffisance en Riz (PNAR). En outre, la production céréalière est ressortie avec une légère baisse, de 2,9% en 2021, atténuée par la hausse de la production rizicole (2,4%) en raison de l'amélioration des rendements de 11,5% exclusivement et ce, en dépit, de la baisse des superficies rizicoles récoltées de 8,2%. La baisse de la production céréalière est essentiellement expliquée par le repli de la production de mil-sorgho et du maïs avec des contractions respectives de 8,5% et 1% en 2021 comparativement à 2020. La production d'arachide a également chuté de 6,7% consécutivement à la baisse des rendements (-5,8%) et des superficies emblavées (-0,9%). En revanche, le sous-secteur a tiré profit du renforcement de la production horticole avec le démarrage de l'exploitation de nouveaux domaines agricoles communautaires (**DAC**). Les productions de légumes et fruits, en quantité, ont respectivement augmenté de 4,9% et 1,2%. Au total, la croissance dans le sous-secteur de l'agriculture et des activités annexes, est estimée en baisse de 2,0% en 2021 après la performance record de 18,8% en 2020.

Les activités d'**élevage**, pour leur part, poursuivent leur progression suite à la levée des mesures restrictives de lutte contre la Covid-19, notamment, l'ouverture des frontières, des hôtels, des bars et des restaurants ainsi que la reprise des cérémonies religieuses, socio-culturelles et familiales. En 2021, le sous-secteur est estimé en hausse de 2,4% en 2021 contre 4,4% en 2020. Ce sous-secteur a bénéficié des efforts de l'État dans le cadre de la poursuite du programme d'appui à l'autosuffisance en moutons de tabaski (PRONAM) et du projet d'appui au développement de la filière laitière (PRADELAIT) avec l'importation de génisses gestantes à haut potentiel laitier.

Nonobstant les effets de la Covid-19, le **sous-secteur de la pêche** semble, de plus en plus, confronté à la raréfaction des ressources halieutiques en enregistrant une contreperformance estimée à -3,0% en 2021 cumulativement à celle de 2021 (-8,2%). En effet, sur l'année 2021, une baisse de 12,1% de l'activité de pêche est notée, en liaison aussi bien avec la pêche artisanale (-11,9%) qu'industrielle (-13,1%). Pour la pêche artisanale, les contreperformances sont liées à la contraction des débarquements dans les régions de Thiès (-26,0%), de Saint-Louis (-13,1%), de Louga (-31,0%) et de Kaolack (-27,6%), en raison de la baisse des efforts de pêche et de la rareté progressive de certaines espèces. Pour sa part, la baisse des captures industrielles, essentiellement constituées de « sardinelle,

¹ *La croissance du sous-secteur agricole n'intègre pas les données provisoires fournies par la suite par la Direction de l'horticulture. Celles utilisés ont estimées par la DPEE.*

maquereaux, chinchards » (-86,2%) et de « thon » (-31,3%), est consécutive au repli des entrées de bateaux au niveau du port de Dakar (3699 navires en 2021 contre 4274 navires sur l'année 2020).

Après une année 2020 fortement touchée par la crise sanitaire, le **secteur secondaire** a enregistré une nette reprise en 2021, profitant des effets des mesures de relance économique et de la poursuite de l'exécution des projets structurants du Plan Sénégal émergent avec la mise en œuvre du PAP2A. En effet, le secteur a affiché une progression de 10,9% en 2021 après la contraction de 0,4% l'année précédente. Cette reprise a été plus vigoureuse dans les sous-secteurs des extractives, de la fabrication de produits agroalimentaires, de la construction et des matériaux de construction.

Les **activités extractives** se sont confortées de 25,3% en 2021 après une contraction de 1,0% l'année précédente. Ce regain de dynamisme est lié au renforcement de l'exploitation des mines d'or et des phosphates. En effet, la production aurifère a tiré profit de l'élargissement des périmètres exploités avec l'augmentation des réserves d'exploitation de Sabodala Gold Operation (SGO). La production d'or en 2021 a crû de plus de 66% comparativement à 2020. De même, la production des phosphates a-t-elle été impulsée par la forte demande du marché international en produits chimiques, notamment en engrais et en acide phosphorique. L'extraction de phosphate a été vigoureuse en 2021 pour répondre à cette demande, soit une croissance de 18,8%, impulsée par les ventes étrangères qui ont cru de plus de 80%. Par ailleurs, le secteur de l'extraction a aussi bénéficié de l'amélioration de la production de zircon et d'autres ressources telles que le sable et le sel.

La **fabrication de produits agroalimentaires** s'est réconfortée, pour sa part, de 8,6% après un repli de 1,2% en 2020. Ce dynamisme est soutenu par la reprise de l'activité des corps gras alimentaires qui enregistrerait une forte hausse (+24,7%), à la faveur des mesures prises par les autorités pour un meilleur encadrement de la collecte de graines d'arachide et de la poursuite du redressement de SONACOS SA. Le sous-secteur de la transformation du riz décortiqué et farines s'est amélioré de 15,0% en 2021, en tirant profit de la bonne orientation de la production de riz paddy en 2020, toujours impulsée par le programme d'autosuffisance mis en œuvre dans le PRACAS. Egalement, l'activité de transformation et de conservation de viandes a enregistré une croissance de 5,9% cette année en raison du dynamisme dans le secteur de l'élevage, à la faveur de sortie de crise et des efforts internes de l'État pour assainir le secteur. En revanche, la transformation et la conservation de poissons et crustacés, s'est maintenue stable après le repli de 2020 de 22,8%, en raison de la rareté du produit notée dans le sous-secteur de la pêche. Par ailleurs, toutes les branches du sous-secteur de la fabrication de produits agroalimentaires ont retrouvé leur dynamisme de croissance positive.

Les activités de **fabrication des produits chimiques de base**, pour leur part, se sont nettement redynamisées après la contraction enregistrée en 2020 (-4,4%). L'activité a progressé de 9,8%, tirant profit de la forte évolution de la production de phosphate, principal intrant de la production d'acide phosphorique et de l'engrais des Industries Chimiques du Sénégal (ICS). Malgré la baisse de la

production d'engrais (-16,9%), la production des ICS est soutenue par celle de l'acide phosphorique qui a crû de 11,3% en 2021.

Dans le **raffinage**, l'activité a enregistré une reprise de 5,9% après une longue période de contraction (depuis 2018). L'activité a tiré profit du stock de produits bruts accumulés l'année dernière lorsque les cours du baril étaient restés plutôt favorables en raison de la crise sanitaire, en sus de la restructuration de la SAR dont le processus est déjà lancé.

Dans le sous-secteur de **l'électricité**, la production a augmenté de 5,9%, boostée par le programme de réhabilitation des capacités de production de SENELEC en cours avec l'élargissement du réseau de production d'énergie électrique et de distribution, pour un accès universel. Aussi, l'offre d'électricité a-t-elle été renforcée par le développement des producteurs indépendants dans le secteur qui revendent leur production à la SENELEC pour assurer la distribution. Cette année, l'offre a-t-elle été consolidée d'une puissance de 60 mégawatts, grâce à la mise en service de deux (2) centrales solaires (IPP Scaling Solar Touba et IPP Scaling Solar Kahone), notamment dans l'optique de répondre au programme d'électrification des 300 villages inscrits dans le contrat de performance de l'ASER.

En ce qui concerne le sous-secteur de **l'eau, assainissement et traitement de déchets**, l'activité est restée vigoureuse en 2021, sous l'impulsion de la poursuite de l'exécution des projets inscrits dans le cadre de la mise en œuvre du PUDC et du PEPAM, de l'appui de l'OFOR ainsi que de la mise en service de l'usine de Keur Momar Sarr 3 (KMS3). Le sous-secteur s'est également bonifié grâce aux importants programmes dans le volet assainissement, notamment, le programme national de lutte contre les inondations et le renforcement des systèmes à égouts avec les réalisations de Promo-Villes. Au total, l'activité du sous-secteur de l'eau et de l'assainissement a enregistré une progression de 4,2% en 2021.

Dans le sous-secteur de la **construction**, une nette reprise est relevée avec l'activité qui s'est bonifiée de 15,6% contre un repli de 7,2% observé en 2020. En effet, le sous-secteur est marqué par la poursuite de l'exécution des grands travaux de l'État, notamment, le BRT, les travaux d'aménagement des plateformes dans le cadre de l'exploitation des ressources pétrolière et gazière, la finalisation du stade du Sénégal (stade Abdoulaye WADE) ainsi que le programme de construction des autoponts pour décongestionner les grandes artères dans la région de Dakar. L'activité a également bénéficié de la poursuite des aménagements du pôle urbain de Diamniadio et le développement de celui de Lac Rose ainsi que les programmes d'habitat social.

En parallèle avec l'évolution de la branche construction, le sous-secteur des **matériaux de construction**, pour sa part, est resté dynamique pour répondre à la forte demande intérieure, impulsée par les grands travaux de l'Etat cités précédemment. Ce dynamisme est soutenu, également, par le secteur de la santé à travers les projets de construction et de réhabilitation d'établissements publics et privés dans ce domaine dans le cadre de la mise en œuvre du Plan quinquennal des investissements

mais également par les travaux de rénovation et de mise à niveau des aéroports régionaux. Par ailleurs, avec la forte compétitivité des cimenteries dans le marché sous régional, ces dernières continuent de prospecter le marché en élargissant leurs portefeuilles de partenariats, au-delà du Mali qui est resté pendant longtemps la principale destination des exportations de ciment du Sénégal. En 2021, la production de ciment a crû de 15,3% contre 7,3% l'année précédente, soutenue par les ventes locales. Toutefois, les exportations de ciment se sont bonifiées avec l'élargissement du portefeuille clients avec la forte demande de la Gambie, liée à l'organisation de l'OCI dans ce pays mais aussi des commandes soutenues au Mali.

Au niveau du secteur **tertiaire**, après le repli observé en 2020, l'activité économique s'est nettement redressée en 2021 en liaison avec la levée de la quasi-totalité des restrictions qui étaient liées à la propagation de la pandémie de la Covid-19. Globalement, la croissance du secteur tertiaire est ressortie en hausse de 5,7% contre un repli de 0,1% en 2020. Cette reprise est soutenue par les performances de l'« information et communication » (+11,6%), du commerce (+6,2%), des activités immobilières (+4,4%), des « activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives » (+10,9%) et du transport (+10,8%).

Les **activités commerciales** ont bénéficié de l'effet de reprise à la suite de l'allègement des restrictions de déplacements des personnes et surtout des biens. Ce sous-secteur a aussi tiré profit de la relance de la demande mondiale, dans un environnement interne marqué par un regain de la quasi-totalité des activités économiques. Le commerce de gros et de détails a significativement progressé profitant des retombées positives du regain des principales activités économiques. Globalement, ce sous-secteur est attendu en hausse de 6,2% en 2021 contre un repli de 3,1% un an plus tôt.

A la faveur du dynamisme de l'industrie et du commerce, le sous-secteur des **transports** s'est nettement relevé. La poursuite de la modernisation du PAD, qui fait face à une forte concurrence dans la sous-région, a contribué à l'amélioration des activités portuaires. Au niveau du transport routier qui a été complètement éprouvé en 2021 en liaison avec la crise sanitaire du coronavirus, d'importants financements publics pour répondre à la demande de service de qualité ont été opérés. Dans cet élan, la mobilité urbaine a connu une amélioration en 2021 avec le bon rythme d'exécution du projet des dix-huit (18) autoponts. De plus, dans le cadre du projet de modernisation des taxis collectifs pour le transport urbain de proximité, un lot de véhicules à cet effet a été remis aux transporteurs. Au total, la croissance de l'activité des transports est estimée à 10,8% en 2021 contre -9,2% en 2020.

Dans le domaine de l'hôtellerie, d'importants efforts ont été menés par les autorités sénégalaises pour soutenir les services **d'hébergement et de restauration** à travers le fonds de riposte à la Covid-19 ainsi que le projet d'accompagnement visant à rendre le tourisme plus attractif pour les sénégalais. Ainsi, avec la levée progressive des restrictions au niveau mondial, le sous-secteur

affiche une reprise avec un taux de croissance estimé en hausse de 3,2% en 2021 contre un repli de 19,8% en 2020.

Les **services financiers et d'assurance** ont tiré profit de la redynamisation de l'économie en répondant à la demande dont celle en produits d'assurance en rapport avec la relance des secteurs agricole et industriel. De plus, le retour progressif de l'État sur le marché financier intérieur depuis 2019 a soutenu le dynamisme du marché bancaire. Ainsi, le sous-secteur est ressorti en hausse de 3,7% en 2021, soit un ralentissement de près de 6,0 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

Les **activités immobilières**, pour leur part, sont restées dynamiques avec une progression estimée à 4,1% en 2021. Ce résultat est lié à la poursuite des programmes en cours d'exécution, notamment, à la périphérie de Dakar, en l'occurrence dans les zones urbaines de Diamniadio et de Lac Rose.

L'activité du secteur tertiaire a tiré profit également des performances des services **d'information et de communication**. En effet, la téléphonie mobile et le segment de l'internet mobile se sont maintenus sur une bonne tendance, à la faveur de la concurrence entre les différents opérateurs et de l'élargissement de la licence 4G à tous les opérateurs. En outre, les télécommunications ont bénéficié des services renforcés de nouveaux opérateurs dans la fourniture d'accès à Internet (**FAI**) et les opérateurs de réseaux mobile virtuel MVNO. Ainsi, l'activité des services d'information et de communication est ressortie en hausse de 11,6% en 2021, avec une amélioration des activités du sous-secteur des télécommunications dont la croissance s'est établie à 13,2% après une contraction de 3,5% en 2020.

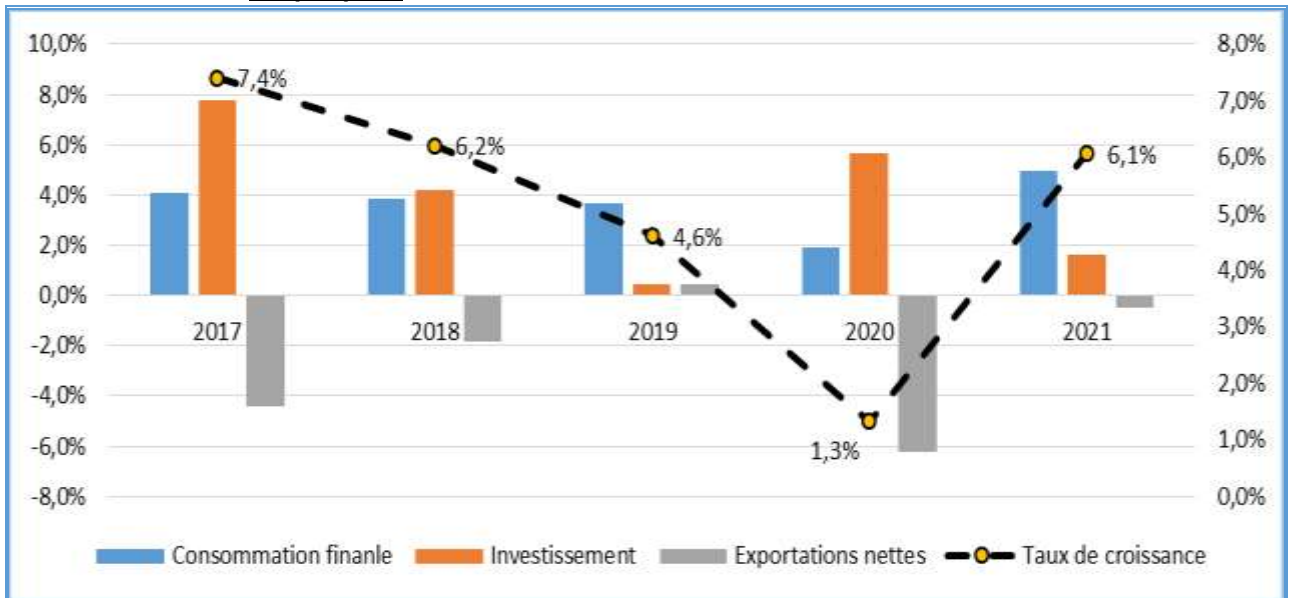
1.1.2. LES EMPLOIS DU PIB

Au titre de la demande finale en 2021, la **consommation finale** est estimée en hausse de 5,9% contre 2,3% l'année précédente, soutenue à la fois par les segments privé (+5,4%) et public (+6,0%). Au total, la consommation finale représenterait 83,1% du PIB en 2021 contre 83,5% en 2020, ce qui porte le taux d'épargne intérieure à 16,9%, soit une amélioration de 0,4 point de pourcentage par rapport à 2020.

L'investissement, mesuré par la **Formation brute de capital fixe** (FBCF), s'est amélioré nettement pour s'établir à 31,4% du PIB en 2021 (contre 29,5% du PIB en 2020). Ainsi, la FBCF affiche une progression de 10,7% en 2021 ; laquelle est impulsée par l'investissement public et la reprise de la composante privée en rapport avec la réalisation des investissements structurants dans le cadre du PAP2A à travers, notamment, les zones économiques spéciales, l'amélioration de l'offre énergétique et le renforcement des IDE.

Globalement, la **demande intérieure** est ressortie en hausse de 5,3% en 2021 contre 6,4% en 2020. Du côté de la demande extérieure, les importations et les exportations de biens et services se sont renforcées respectivement de 8,0% et 14,7% en 2021.

Graphique 3 : Contribution à la croissance de la Demande



Source : DPEE/DGPPE/MEPC, Mars 2022

1.1.3. INFLATION

L'**inflation**, mesurée par l'Indice national des prix à la consommation (INPC), est ressortie à 2,2% en 2021 contre 2,3% en 2020. En effet, cette progression s'explique par le renchérissement des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,9%), du transport (+2,3%), des « meubles, articles de ménages et entretiens courant du foyer » (+2,9%). Toutefois, l'inflation s'est maintenue en deçà du seuil communautaire de 3,0%, retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA. L'inflation mesurée par le déflateur du PIB est estimée à 2,4% en 2021 contre 1,5% un an plus tôt.

1.1.4 COMPÉTITIVITÉ

L'économie sénégalaise a enregistré des gains de compétitivité vis-à-vis de nos partenaires commerciaux durant l'exercice 2021. Ainsi, il ressort des gains estimés à 0,4%, imputables au différentiel d'inflation favorable (-2,5%), amoindris, toutefois, par l'appréciation du franc CFA par rapport à la monnaie des pays partenaires (+2,1%).

1.2. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN 2022

L'année 2022 devrait consolider la reprise enclenchée en 2021, malgré la persistance de la pandémie de la Covid-19. Toutefois, des inquiétudes subsistent en liaison avec les tensions géopolitiques, notamment, la guerre russo-ukrainienne et l'embargos au Mali, lesquelles pourraient avoir des répercussions négatives sur les chaînes d'approvisionnement. L'activité économique au titre de 2022 bénéficierait des effets attendus des différentes mesures de soutien à l'économie nationale dans le cadre de la mise en œuvre effective des projets prioritaires structurants inscrits dans le PAP2A, notamment, dans le domaine agricole et pharmaceutique. La mise en œuvre des réformes de troisième génération inscrites dans le PREAC III ainsi que l'exécution de la seconde phase du compact MCA-Sénégal « Power to compact » seraient également d'un apport considérable dans le cadre de la relance de l'économie. Par ailleurs, l'économie nationale profiterait des retombées positives de la reprise de la demande mondiale facilitée, d'une part, par une meilleure maîtrise de la maladie de la Covid-19 et, d'autre part, par la levée totale des mesures de restrictions de circulation des personnes et des biens.

Globalement, le taux de croissance du PIB réel est projeté à 5,5% en 2022 contre une estimation de 6,1% en 2021, soit un repli de 0,6 point de pourcentage. Cette croissance serait à la fois tirée par les secteurs primaire (+5,3%), secondaire (+5,9%) et tertiaire (+5,2%). Toutefois, cette performance pourrait être affectée par les contrecoups éventuels des crises au niveau sous régional avec l'embargo malien et international en liaison avec le conflit russo-ukrainien.

1.2.1. LES RESSOURCES DU PIB

Dans le **secteur primaire**, l'activité est attendue en hausse de 5,3% en 2022 contre -1,0% en 2021, tirée par tous les sous-secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. Le secteur primaire qui représente plus de 16,0% du PIB, contribuerait à 0,8 point de pourcentage à la croissance du PIB en 2022.

Le **secteur secondaire** devrait se maintenir sur cette dynamique de reprise économique enclenchée en 2021 suite à la crise liée au Covid-19. Il serait favorisé par la poursuite de l'exécution des projets structurants du Plan Sénégal émergent avec la mise en œuvre du PAP 2A. La croissance vigoureuse des activités du secteur serait soutenue par l'ensemble des sous-secteurs, en particulier, par les activités extractives, l'électricité et la construction. Globalement, la croissance du secteur secondaire est projetée en hausse de 5,9% en 2022 contre 10,9% en 2021, soit une contribution de 1,4 point de pourcentage à la croissance projetée du PIB réel.

Le **secteur tertiaire** devrait recouvrer la trajectoire de croissance antérieure à l'avènement de la crise, soutenue par les efforts des autorités sénégalaises pour appuyer les secteurs les plus touchés par la Covid-19. Ce sous-secteur bénéficierait, également, de la relance de l'activité dans les domaines

les plus affectés de l'économie nationale. En somme, le secteur tertiaire progresserait de 5,2% en 2022 contre une estimation de 5,7% en 2021, soit une contribution à la croissance du PIB estimée à 2,6 points de pourcentage. Toutes les branches d'activités devraient contribuer au renforcement du dynamisme attendu dans le secteur, et particulièrement les activités qui ont été fortement impactées par la Covid-19, notamment, le commerce, le transport à la faveur du début de l'exploitation du Train express régionale (TER), ainsi que les services d'hébergement et de restauration.

1.2.2. LES EMPLOIS DU PIB

Au titre de la demande finale en 2022, la **consommation finale** afficherait un faible ralentissement avec une croissance attendue à 5,8% contre 5,9% l'année précédente, dans un contexte de relèvement des prix à la consommation. Au total, la consommation finale représenterait 83,3% du PIB contre 83,1%, un an auparavant, ce qui porterait le taux d'épargne intérieur à 16,7%, soit un repli de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2021.

L'investissement, mesuré par la **Formation brute de capital fixe (FBCF)**, s'améliorerait pour s'établir à 32,5% du PIB en 2022 contre 31,4% du PIB en 2021. Ainsi, la FBCF progresserait de 8,7% en 2022, essentiellement portée par la reprise de sa composante privée qui profiterait de la réalisation des projets d'investissement structurants dans le cadre du PAP2A, notamment, des zones économiques spéciales, de l'amélioration de l'offre énergétique à travers la mise en œuvre du programme MCC, du renforcement des IDE en relation avec les travaux de recherches et de mise en œuvre des plateformes en perspective de l'exploitation du pétrole et du gaz, prévue à partir de l'année 2023.

Globalement, la **demande intérieure** se consoliderait, en termes réels, de 5,5% en 2022 contre 5,3% en 2021. Du côté de la demande extérieure, les importations et les exportations de biens et services sont projetées respectivement en hausse de 8,2% et 6,7% en 2022.

1.2.3. INFLATION

L'**inflation**, mesurée par le déflateur du PIB, pour sa part, est projetée à 2,4% en 2022 soit un niveau légèrement plus élevé qu'en 2021 (+2,2%) dans un contexte de relèvement des cours de produits de base, notamment, le pétrole brut et des produits alimentaires. Elle resterait donc stable en dessous du seuil de 3%, retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA.

2. LES FINANCES PUBLIQUES

2.1. EXERCICE BUDGÉTAIRE EN 2021

En 2021, la gestion budgétaire a été marquée par une évolution modérée de 2,6% des charges en raison d'un impact moindre de la pandémie de la Covid-19, avec une réduction des dons courants (transferts) et des subventions concomitamment à un renforcement des investissements. La mobilisation des ressources, pour sa part, a été modeste avec une hausse de 4,8% tirée par les recettes au cordon douanier et les impôts directs. Elle a été atténuée, toutefois, par la contraction de la TVA intérieure. Le repli des dons à leur niveau d'avant Covid-19 a aussi entamé la dynamique des ressources. **Globalement, le déficit budgétaire, dons compris, est ressorti à 964,3 milliards, soit 6,3% du PIB à fin 2021 contre un déficit de 6,4% un an auparavant.**

2.1.1. LES RECETTES

Les ressources totales de l'État sont passées de 2842,7 milliards en 2020 à 2979,4 milliards pour l'année 2021, soit une hausse de 136,6 milliards en valeur absolue et de 4,8% en valeur relative. Elles sont constituées de recettes budgétaires pour une valeur de 2848,8 milliards de FCFA et de dons à hauteur de 130,6 milliards.

Les recettes budgétaires sont, pour l'essentiel, constituées de recettes fiscales pour 2594,1 milliards, le reste étant composé d'autres recettes pour 254,7 milliards. Les recettes fiscales ont enregistré une hausse de 9,5%, imputable aussi bien aux impôts directs qu'aux impôts indirects.

La bonne tenue des impôts directs est attribuable aux recouvrements de « l'impôt sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital » (771,5 milliards) qui a enregistré une hausse de 7,6% en liaison, notamment avec la progression de 12,9% l'impôt sur le revenu (475,7 milliards). L'impôt sur les sociétés, pour sa part, est resté relativement stable avec une progression de 1,5% pour atteindre 228,1 milliards en 2021, malgré les difficultés économiques de 2020. En fait, l'impôt sur les sociétés (IS) a bénéficié de la régularisation d'impôts dus par les entreprises du secteur énergétique.

Au titre des impôts indirects, les impôts sur les biens et services sont évalués à 1293 milliards, soit une hausse de 64,6 milliards (+5,3%) comparativement à 2020. Cette évolution modérée traduit la bonne tenue de la TVA à l'importation atténuée cependant par le repli de la TVA intérieure.

En effet, au niveau du cordon douanier, les recettes sont ressorties globalement à 965,5 milliards en 2021 contre 784,6 milliards en 2020, soit une hausse de 180,9 milliards (+23,1%). Cette augmentation est imputable à une hausse de 9,3% des taxes prélevées sur les produits hors pétrole, estimées globalement à 693,7 milliards et réparties en TVA à l'importation hors pétrole pour 412,3 milliards et en droit de porte hors pétrole pour 281,3 milliards. La performance des recettes douanières

résulte de la progression de 14% des liquidations mises à la consommation avec une prépondérance pour les produits semi-finis.

En revanche, pour ce qui est de la TVA intérieure hors pétrole, elle s'est contractée de 20,8 milliards pour s'établir à 316,6 milliards en 2021. Cette baisse est perceptible au niveau du secteur secondaire avec des baisses notables au niveau des sous-secteurs de la farine (-13 milliards) et du ciment (-5 milliards). La suspension de la TVA pour la farine ainsi que la forte hausse des déductions ont contraint la performance dans le secondaire. Concernant le secteur tertiaire, la TVA nette a reculé dans les sous-secteurs du commerce et du transport.

Concernant particulièrement les recettes pétrolières, elles ont été collectées à hauteur de 420,4 milliards, soit un accroissement de 13% en glissement annuel. Cette hausse reflète la bonne tenue des droits de porte et de la TVA à l'importation sur le pétrole, avec des hausses respectives de 110,3% et de 71,7% ; celles-ci sont atténuées, cependant, par la diminution des recettes du Fonds de sécurisation des importations de produits pétroliers (FSIPP) (-2,2%) et de la taxe spécifique pétrole (-30,9%). Cette orientation s'est déroulée dans un contexte de renchérissement du cours du baril de pétrole (Brent) qui s'est accru de 66,4%, passant en moyenne de 42,3 dollars à 70,4 dollars entre 2020 et 2021. Cette tendance haussière a été favorable aux bases taxables des droits de porte pétrole ; lesquelles ont enregistré des hausses significatives pour les principaux produits pétroliers. Quant au FSIPP, il est observé une baisse significative des tarifs permettant de maintenir la stabilité des prix des carburants à la pompe. La baisse de la taxe spécifique sur les produits pétroliers est liée à la suspension du rapatriement de la taxe d'usage de la route au cours de l'année.

Au total, la pression fiscale au titre de l'année 2021 est ressortie à 16,9% du PIB contre 16,7% l'année précédente, soit un relèvement de 0,2 de point de pourcentage.

Les dons, pour leur part, sont ressortis à 130,6 milliards, soit une baisse de 193,9 milliards (-59,8%) imputable au repli des dons budgétaires. Ces derniers sont passés de 194,7 milliards en 2020 à environ 17,1 milliards en 2021, traduisant essentiellement l'effet des nombreux dons reçus lors de l'avènement de la Covid-19 en 2020, et dans une moindre mesure le retard dans la mobilisation de certains dons initialement escomptés en 2021.

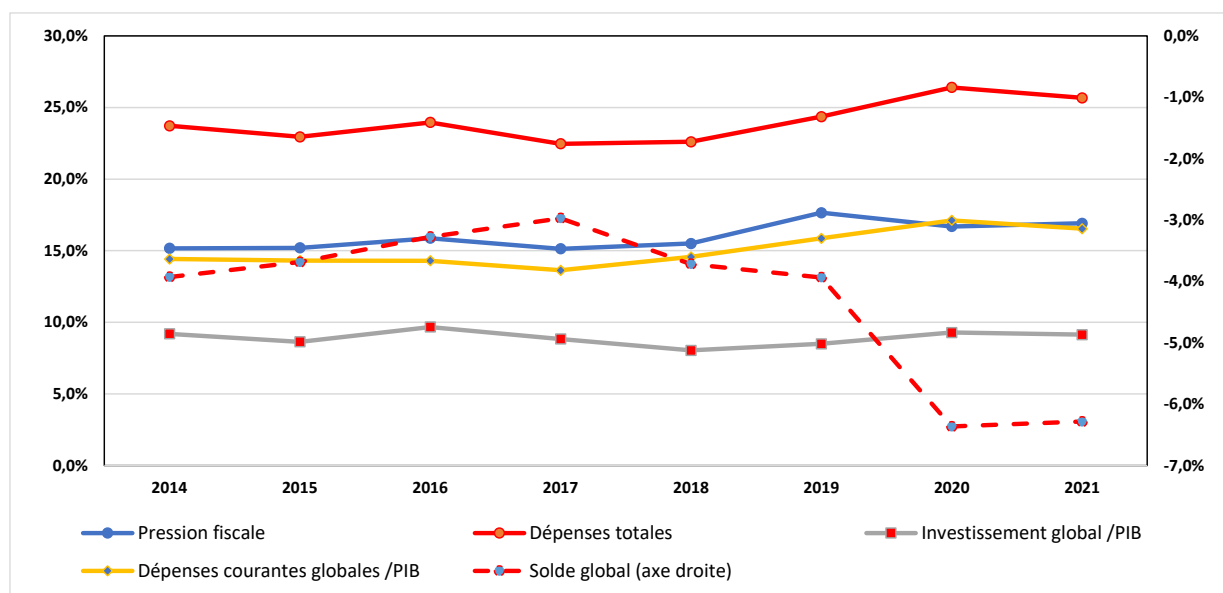
2.1.3. LES DÉPENSES

Les dépenses publiques sont estimées à 3943,6 milliards en 2021 contre 3745,7 milliards en 2020, soit un accroissement de 197,9 milliards (+5,3%). Cette évolution traduit la progression de l'investissement et la réduction des transferts et subventions. En effet, les dépenses d'investissement se sont accrues globalement de 84,4 milliards (+6,4%) passant de 1317,2 milliards en 2020 à 1401,6 milliards en 2021. Elles se répartissent en investissements sur ressources internes et externes pour des montants respectifs de 771,7 milliards et 629,8 milliards correspondant à des hausses respectives de

1,8% et 12,7%. Le ratio « dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales » ressort ainsi à 29,7% en 2021.

Pour ce qui est des dépenses courantes, elles sont passées globalement de 2428,6 milliards en 2020 à 2537,2 milliards en 2021, soit une hausse de 4,5% traduisant les effets de la hausse des dépenses de fournitures et entretien, des intérêts sur la dette publique et de la masse salariale, atténuée, toutefois, par la contraction des transferts et subventions. Chiffrées à 377 milliards, les dépenses en termes d'utilisation de biens et services se sont accrues de 32%, tandis que les rémunérations des salaires et les charges de la dette publique se sont accrues respectivement de 10,2% et 5,9% pour se situer respectivement à 885,6 milliards et 306,5 milliards en 2021. Concernant les intérêts sur la dette, sa progression est attribuable à sa composante dette intérieure (52,4 milliards) qui enregistre un accroissement de 38,9%. Le rapport masse salariale sur les recettes fiscales ressort à 34,1% en 2021 contre 33,9% un an plus tôt.

Graphique 4 : Evolution des principaux agrégats budgétaires



Source : DGCPT/DPEE

2.1.4. LE FINANCEMENT

Le besoin de financement s'élève à 964,3 milliards et est financé par des acquisitions nettes d'actifs financiers pour un montant net de 432,5 milliards et par une accumulation de passifs à hauteur de 1395,4 milliards. Les actifs financiers sont essentiellement intérieurs et proviennent de l'émission d'Eurobond. Concernant les passifs, la partie extérieure a contribué à hauteur de 1031,0 milliards avec des montants de prêts projets estimés à 516,3 milliards, des tirages de trésorerie à hauteur de 171 milliards, mais également une sollicitation des titres de créance pour un montant net de 565,9 milliards.

2.1.5 LA DETTE PUBLIQUE

L'encours de la dette publique de l'Administration centrale est estimé à 10297 milliards en 2021 contre 8903,3 milliards un an auparavant, soit une progression de 15,7% sur la période. Il a

représenté 67,1% du PIB en 2021, soit un relèvement 3,9 points de pourcentage comparativement à l'année précédente. Cependant, il demeure en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre de la surveillance multilatérale. L'encours est constitué par la dette extérieure et intérieure avec des poids respectifs de 82% et 18% ; ces deux composantes ont enregistré des hausses respectives de 13,5% et 26,7%.

S'agissant du **service de la dette publique extérieure, il est évalué à 535 milliards en 2021**, il a représenté respectivement 18,8% des recettes budgétaires et 15,6% des exportations de biens et services, contre des plafonds respectifs de 22% et 25% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

2.2. PERSPECTIVES BUDGÉTAIRES EN 2022

Les projections budgétaires au titre de l'année 2022 ont été élaborées dans un contexte caractérisé, d'une part, par les perspectives d'une maîtrise des impacts de la Covid-19 et, d'autre part, par les retombées de la relance économique engagée en 2021 à travers les importants programmes de développement prévus dans le PAP ajusté et accéléré (PAP-2A). Le budget 2022 a accordé également une place prépondérante à la poursuite des investissements au secteur de la santé, au renforcement du secteur agricole, au démarrage de la mise en service du Train Express régional, à la finalisation des projets d'infrastructure (autoroute Mbour-Fatick, stade du Sénégal, etc.), au renforcement de la sécurité ainsi qu'à la préservation des « marqueurs sociaux ».

Au plan budgétaire, la mobilisation des ressources devrait s'appuyer sur le démarrage de la mise en œuvre de la Stratégie de recouvrements des recettes à moyen terme (SRMT) qui vise l'élargissement conséquent de l'assiette fiscale, le renforcement de l'efficacité des régies de recettes ainsi que la réduction significative des dépenses fiscales, notamment les exonérations, le renforcement de la gouvernance de la valeur en douane ainsi que le renforcement de l'informatisation et de l'interconnexion des services douaniers et fiscaux. Quant aux dépenses, les priorités s'articulent autour de la poursuite des investissements publics porteurs de croissance, l'insertion et l'emploi des jeunes et la maîtrise progressive des charges de fonctionnement, dans un contexte de déploiement du budget programme. En cohérence avec les engagements vis-à-vis des organisations communautaires et des partenaires techniques et financiers, **la gestion budgétaire devrait ressortir avec un déficit budgétaire projeté à 784,8 milliards (soit 4,8% du PIB en 2022) contre un déficit 964, 3 milliards, soit 6,3% du PIB en 2021.**

2.2.1. LES RECETTES

Au titre de l'année 2022, les recettes globales sont projetées à 3461 milliards de FCFA contre un montant de 2979,4 milliards réalisé en 2021, soit un accroissement de 481,6 milliards de FCFA en valeur absolue et de 16,2% en valeur relative. Elles sont constituées principalement des recettes

budgétaires internes projetées à 3165 milliards de FCFA et des dons à hauteur de 296 milliards de FCFA. La hausse est tirée autant par les recettes budgétaires que les dons.

Les ressources budgétaires de 2022 sont attendues en hausse de 11,1% par rapport à 2021 ; elles sont composées de recettes fiscales pour 3025 milliards de FCFA et des autres recettes à hauteur de 140 milliards de FCFA. La progression est tirée par les recettes fiscales ; cette amélioration est imputable à la bonne tenue des « impôts sur les revenus et les bénéfices et gains en capital », des « impôts sur les biens et services » et des « impôts sur le commerce extérieur » qui devraient se conforter respectivement de 10%, 23% et 15,3% pour s'établir à respectivement à 848,9 milliards de FCFA, 1591 milliards et 454 milliards de FCFA. **Globalement, la pression fiscale est projetée à 18,4% du PIB en 2022 contre une réalisation de 16,9% au titre de l'année 2021, soit une amélioration de 1,5 point de pourcentage.**

2.2.3. LES DÉPENSES

S'agissant des dépenses publiques, elles sont projetées à 4245 milliards en 2022 contre 3943,6 milliards de FCFA estimées pour l'année 2020, soit une progression de 301,4 milliards (soit +7,6%) en valeur relative. Elles sont constituées de charges pour 3272,4 milliards et d'acquisitions nette d'actifs non financiers à hauteur de 972,6 milliards. L'évolution des dépenses est tirée essentiellement par les investissements. Ces derniers qui regroupent les acquisitions nettes d'actifs non financiers et les dons en capital (transferts en capital) devraient ressortir à 1772,3 milliards contre 1401,6 milliards, soit une hausse de 26,5%. Les dépenses de fonctionnement projetées à 1170,7 milliards, devraient se contracter de 12,9% pour se situer à 1170,7 milliards en cohérence avec la stratégie de maîtrise des dépenses de consommation publique pour accroître les marges budgétaires. Quant aux intérêts sur la dette publique et la masse salariale, ils devraient augmenter respectivement de 14,2% et 7,5% pour s'établir à 350 milliards de FCFA et 952 milliards de FCFA en 2022.

2.2.4. LE FINANCEMENT

Au total, en termes de financement, le déficit budgétaire projeté à 784 milliards de FCFA, devrait être financé essentiellement par les tirages sur les prêts et par les interventions sur le marché financier régional.

3. LA BALANCE DES PAIEMENTS

3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNÉE 2021

En 2021, les échanges extérieurs font ressortir une détérioration du déficit du compte courant, passant de 1532,3 milliards à 2037,3 milliards, soit une dégradation de 505,0 milliards. Cependant, le solde global de la balance des paiements qui était déficitaire de 91,3 milliards en 2020 est passé à un excédent de 245,7 milliards en 2021, du fait d'un renforcement remarquable de l'excédent du compte financier de 866,0 milliards.

3.1.1. EVOLUTION DE LA BALANCE COURANTE

Le déficit du compte des transactions courantes est estimé à 2037,3 milliards (13,3% du PIB) en 2021 contre 1532,3 milliards (10,9% du PIB) en 2020. Cette situation reflète principalement l'aggravation du solde de la balance des services (-470,4 milliards). Quant au solde de la balance commerciale, le déficit est passé de 1609,5 milliards en 2020 à 1719,5 milliards, soit une dégradation de 110,0 milliards notée en 2021. Cette situation est imputable essentiellement à la hausse plus marquée des importations (+735,4 milliards) comparée à celle des exportations de biens (+625,4 milliards). Par ailleurs, le solde du revenu primaire s'est creusé de 8,0 milliards tandis que celui du revenu secondaire s'est amélioré de 83,3 milliards.

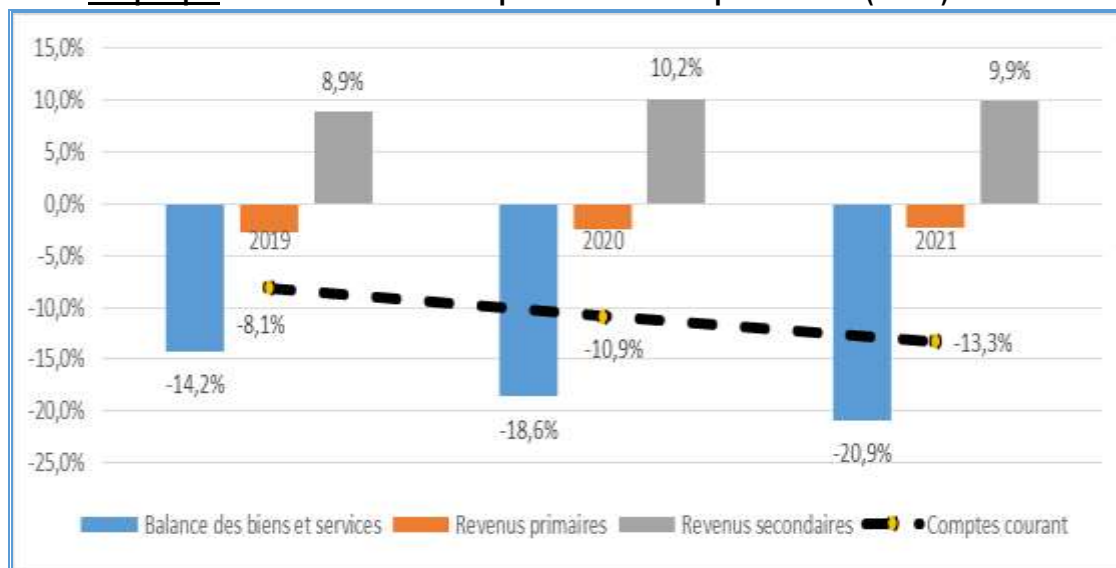
S'agissant du commerce extérieur, la hausse constatée au niveau des exportations (+625,4 milliards) dénote le renforcement des ventes extérieures d'acide phosphorique (+116,3 milliards), d'or non monétaire (+106,0 milliards), de produits pétroliers (+91,0 milliards), de produits arachidières (+47,9 milliards), de titane (+25,6 milliards), d'engrais solides (+13,6 milliards), de phosphates (+10,6 milliards), et de zircon (8,4 milliards). En revanche, les exportations de produits halieutiques se sont repliées de 8,8 milliards. Du côté des importations, la hausse constatée (+735,4 milliards) est due à la progression des achats à l'extérieur de produits pétroliers (+317,5 milliards), de biens intermédiaires (+270,3 milliards), de biens d'équipement (+126,2 milliards), de produits alimentaires (+83,1 milliards) et des autres biens de consommation courante (+71,9 milliards).

Concernant la balance des services, le déficit s'est dégradé de 470,4 milliards, passant de 1017,2 milliards à 1487,6 milliards entre 2020 et 2021. Cette évolution est imputable au poste « fret et assurances » (-133,6 milliards) en rapport aux importations de biens en rapport notamment aux recherches dans le cadre des projets pétroliers et gaziers.

Pour ce qui est de la balance des revenus primaires, le déficit s'est dégradé de 8,0 milliards en 2021 pour s'établir à 348,9 milliards contre 340,9 milliards en 2020 avec des paiements d'intérêt sur la dette publique en hausse de 2,3 milliards.

Quant au solde du revenu secondaire, il est estimé à 1518,7 milliards en 2021 contre 1435,4 milliards en 2020, soit un regain de 83,3 milliards, attribuable aux envois de fonds des travailleurs à destination du Sénégal qui, malgré le contexte de la pandémie de la Covid-19, sont ressortis en hausse de 214,4 milliards en 2021, pour s'établir à 1622,9 milliards, contre 1408,5 milliards en 2020.

Graphique 5 : Evolution des composantes du compte courant (%PIB)



Source : BCEAO

3.1.2. EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET DU COMPTE FINANCIER

Le solde du compte de capital est ressorti, pour sa part, à 117,2 milliards en 2021 contre 138,9 milliards en 2020, soit une dégradation de 21,7 milliards sous l'effet du recul des transferts de capital aux administrations publiques (-16,3 milliards).

Par ailleurs, le solde du compte financier afficherait un excédent de 2161,7 milliards en 2021, contre 1295,7 milliards un an auparavant, soit un regain de 866,0 milliards, attribuable à l'accroissement des investissements directs étrangers (+471,2 milliards) et des investissements de portefeuille (+299,9 milliards).

3.2. PRÉVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNÉE 2022²

En 2022, la **situation des échanges** avec le reste du monde se traduirait par un déficit du compte des transactions courantes de 1790,8 milliards en 2022 (11,7% du PIB) contre 2037,3 milliards en 2021 (13,3% du PIB). Cependant, le compte de capital se renforcerait de 141,8 milliards en s'établissant à 259,0 milliards en 2022. Par ailleurs, le solde du compte financier se chiffrerait à 1617,3 milliards, soit une dégradation de 544,5 milliards par rapport à 2021. En définitive, le solde global de la balance des paiements devrait afficher un excédent de 90,4 milliards en 2022.

² Chiffres provisoires Comité du Cadrage

Le **déficit du compte courant** est projeté à 1790,8 milliards en 2022 contre 2037,3 milliards en 2021, soit une atténuation de 246,5 milliards. Cette situation serait imputable, principalement, à l'amélioration de la balance des services (+444,9 milliards), du solde du revenu secondaire (+157,7 milliards) et du solde du revenu primaire (+17,7 milliards). Par ailleurs, la balance commerciale se dégraderait de 373,9 milliards. Le déficit courant rapporté du PIB enregistrerait une amélioration de 1,6 point de pourcentage en s'établissant à 11,7 % en 2022 contre 13,3% en 2021.

Le **compte de capital** dégagerait un excédent de 259,0 milliards en 2022 contre 117,2 milliards en 2021, soit une hausse de 141,8 milliards en relation avec le renforcement des transferts de capital au profit des administrations publiques d'un montant de 136,5 milliards.

Le **compte financier** ressortirait en excédent de 1617,3 milliards en 2022 contre 2161,7 milliards en 2021, soit une diminution de 544,5 milliards expliquée, principalement, par la baisse des investissements de portefeuille et des investissements directs respectivement de 458,2 milliards et 302,5 milliards.

4. LA SITUATION MONÉTAIRE

4.1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONÉTAIRE EN 2021

En 2021, la situation monétaire a été marquée par une augmentation des avoirs extérieurs nets (+245,6 milliards), un accroissement des créances intérieures (+868,3 milliards) et une expansion de la masse monétaire (+1084,3 milliards).

4.1.1. LES AVOIRS EXTÉRIEURS NETS

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont estimés à 2125,9 milliards en 2021 contre 1880,3 milliards en 2020, soit une hausse de 245,6 milliards, liée au regain des avoirs extérieurs nets de la banque centrale.

4.1.2. LES CRÉANCES INTÉRIEURES

S'agissant de l'encours des créances intérieures, il est ressorti à 6967,9 milliards en 2021 contre 6099,6 milliards en 2020, soit une hausse de 868,3 milliards traduisant, l'augmentation des créances nettes sur l'administration centrale (+424,1 milliards) en liaison, principalement, avec les engagements de l'État vis-à-vis du secteur bancaire. A cela s'ajoute la progression des créances sur l'économie (+444,2 milliards). Ainsi, le taux de financement bancaire de l'économie est évalué à 33,4% en 2021 contre 33,1% du PIB un an auparavant, soit un regain de 0,3 point de pourcentage.

4.1.3. LA MASSE MONÉTAIRE

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est estimée en hausse de 17,0% en 2021, passant ainsi de 6394,3 milliards à 7478,6 milliards. Cet accroissement de la liquidité globale s'explique par un renforcement de la circulation fiduciaire (+428,7 milliards) et des dépôts bancaires (+407,9 milliards). Au total, le taux de liquidité globale de l'économie est passé de 45,4% en 2020 à 48,8% en 2021, soit un gain de 3,4 points de pourcentage.

4.2. PREVISIONS DE LA SITUATION MONÉTAIRE EN 2022³

En 2022, la situation monétaire devrait ressortir une augmentation des avoirs extérieurs nets (+90,4 milliards), un accroissement des créances intérieures (+10,6%) et une expansion de la masse monétaire (+11,9%).

³ *Prévisions de la DPEE*

5. LES RISQUES MACROECONOMIQUES

L'économie nationale reste singulièrement vulnérable face aux chocs externes et internes. En effet, une prolongation de la pandémie se présente avec une grande probabilité d'occurrence et risquerait d'occasionner des implications macro-budgétaires néfastes. Pour rappel, les secteurs tels que le transport, le tourisme et les services d'hébergement et restauration ont été les plus affectés par cette pandémie. Ainsi, le soutien de l'Etat en cette période de crise dans ces différents secteurs, devrait se traduire par des efforts budgétaires supplémentaires.

Par ailleurs, les tensions géopolitiques dans la sous-région et dans d'autres parties du monde peuvent entamer le développement de certaines activités économiques et sociales au Sénégal. En effet, la situation politique au Mali avec son corollaire l'embargo sur certains produits d'exportation vers ce pays devrait affecter le Sénégal si la situation perdure. Il convient de noter que le Mali est le principal client du Sénégal dans la zone CEDEAO avec une part évaluée à 21% en 2020. Les conséquences devraient particulièrement se ressentir dans le secteur des cimenteries qui concentre, en moyenne sur la période 2015-2021, 47,1% des produits concernés par l'embargo. Par ailleurs, la crise russo-ukrainienne pourrait avoir des conséquences sur les approvisionnements en blé et en produits pétroliers raffinés. En effet, la Russie est notre premier fournisseur⁴ de blé (50,8%) et assure également une bonne partie de nos achats extérieurs de produits pétroliers raffinés (14,4%). En outre, la crise ne serait pas sans conséquences sur les cours des matières premières notamment le pétrole et le blé qui présentent déjà une tendance haussière et, par conséquent, pourraient occasionner des tensions sur les prix intérieurs.

Dans un autre registre, l'appréciation de la monnaie locale, notamment, par rapport au dollar laisse présager des pertes de compétitivité pour l'économie sénégalaise en 2022. Par ailleurs, l'hypothèse d'une instabilité institutionnelle avec nos partenaires commerciaux pourrait impacter négativement nos exportations voire même la dynamique de certains secteurs (agroalimentaire, pêche, cimenterie, etc.).

Ensuite, un des risques majeurs auxquels l'économie nationale pourrait être exposée est une mauvaise répartition spatio-temporelle de la pluviométrie qui affecterait la production agricole et in fine le taux de croissance économique.

La tendance haussière actuelle des cours du pétrole et des matières premières reste un challenge pour nos autorités avec comme impact direct une hausse des transferts de l'Etat, notamment, ceux dédiés au secteur de l'énergie. En outre, une augmentation des cours des produits de base est toujours envisageable dans un contexte de rupture de la chaîne d'approvisionnement des biens et

⁴ Chiffres de 2020

services. Au plan intérieur, le relèvement des prix en liaison essentiellement avec la hausse des denrées alimentaires pourraient entamer le pouvoir d'achat des ménages et entraîner des dépenses supplémentaires de la part de l'Etat en 2022 voire 2023. Toutefois, les produits miniers (or, zircon, titan, etc.) pourraient bénéficier de cette situation.

Pour ce qui est l'exécution budgétaire au titre de l'année 2022, elle est marquée dans ses premiers mois par un contexte assez préoccupant caractérisé, d'une part, au plan international par des incertitudes sur l'évolution des échanges extérieurs par un renchérissement notable des prix des céréales et du cours du baril de pétrole et, d'autre part, au plan interne, par les revalorisations de rémunération accordées aux secteurs sociaux et les mesures de stabilisation des produits alimentaires. Cet environnement pourrait impacter significativement l'évolution de l'exécution budgétaire et les agrégats arrêtés par la loi de finances initiale.

Ainsi, au niveau des ressources, le renchérissement actuel des prix accompagné souvent de mesures d'assouplissement fiscal accordées par l'Etat, ainsi que le retard et la faible ampleur dans la mise en œuvre des dernières réformes fiscales (prélèvement de conformité fiscale) constituent une pression sur la mobilisation effective des recettes budgétaires.

S'agissant des dépenses, la non application de la vérité des prix à la pompe sur les carburants pourraient entraîner l'accroissement significatif des subventions dans le secteur de l'énergie à travers la compensation tarifaire et les pertes commerciales dans un contexte de fort renchérissement du cours du baril.

En somme, l'ensemble de ces mesures constituent des sources potentielles qui concourent à l'aggravation du solde budgétaire en 2022 ainsi qu'un ralentissement du taux de croissance de l'activité économique par rapport à aux prévisions initiales.

ANNEXES

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel

Croissance du Produit Interieur Brut	2018	2019	2020 prov.	2021 est.	2022 prév.
Secteur Primaire	8,1%	4,3%	12,8%	-1,0%	5,3%
Agriculture et activités annexes	10,2%	4,2%	18,8%	-2,0%	5,1%
Evage et chasse	3,8%	3,2%	4,4%	2,4%	5,1%
Sylviculture, exploitation forestiere,	1,5%	5,0%	1,1%	3,0%	3,5%
Pêche et pisciculture	6,9%	8,3%	-8,2%	-3,0%	9,1%
Secteur Secondaire	6,5%	5,0%	-0,4%	10,9%	5,9%
Activités extractives	29,6%	2,2%	-1,0%	25,3%	7,4%
<i>Dont production de Pétrole et de Gaz</i>					
Fabrication de produits agro-alimentaires	5,9%	4,8%	-1,2%	8,6%	4,8%
<i>Abattage, transformation et conservation des viandes</i>	4,7%	6,3%	4,1%	5,9%	3,9%
<i>Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques</i>	-2,1%	17,7%	-22,8%	-0,1%	8,2%
<i>Fabrication de corps gras alimentaires</i>	-1,1%	10,4%	-20,1%	24,7%	7,1%
<i>Riz décortiqué et farines</i>	15,9%	1,7%	6,9%	15,0%	7,1%
<i>Fabrication d'aliments pour animaux</i>	22,8%	-5,4%	14,3%	10,4%	5,2%
<i>Fabrication de pain et pâtisseries</i>	5,7%	5,5%	2,9%	5,8%	6,9%
<i>Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a</i>	4,7%	0,4%	0,4%	6,1%	5,5%
<i>Conserves de fruits et légumes</i>	7,0%	1,6%	5,3%	4,1%	3,1%
<i>Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires</i>	2,3%	10,9%	14,4%	3,4%	0,9%
<i>Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie</i>	14,4%	1,7%	7,1%	10,8%	2,7%
<i>Fabrication d'autres produits alimentaires</i>	13,3%	-3,2%	-3,2%	8,5%	2,2%
<i>Fabrication de boissons</i>	-2,1%	2,2%	2,6%	11,5%	4,5%
<i>Produits à base de tabac</i>	-1,2%	-14,6%	-8,1%	-8,0%	-3,6%
Raffinage petrole, cokéfaction,	-15,1%	-5,2%	-9,6%	5,9%	6,3%
Fabrication de produits chimiques	15,1%	6,4%	-4,4%	9,8%	5,4%
Matériaux de construction	4,2%	0,3%	7,8%	15,3%	5,1%
Egrenage de coton et fabrication de textiles	2,5%	3,0%	0,2%	1,6%	5,5%
<i>Egrenage du coton</i>	-15,2%	-16,5%	7,7%	11,4%	-4,4%
<i>Filature, tissage et ennoblissement textile</i>	2,8%	2,6%	2,2%	2,5%	7,8%
<i>Fabrication d'articles d'habillement</i>	2,0%	2,7%	-0,6%	1,4%	4,3%
Travail du cuir, fabrication d'article de voyage; chaussures	-0,3%	-1,6%	3,4%	0,5%	4,3%
Sciage et rabotage du bois	2,7%	7,8%	-2,8%	5,3%	-3,1%
Papiers, cartons et articles en papier ou carton	5,6%	5,0%	4,0%	0,2%	6,9%
Produits pharmaceutiques	20,9%	-5,4%	-21,4%	16,7%	2,5%
Savons, parfums et produits d'entretien	3,9%	5,4%	21,3%	-18,2%	4,9%
Produits du caoutchouc et plastique	9,5%	-10,9%	5,4%	-2,4%	6,7%
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en metau	-1,6%	10,4%	-7,9%	25,5%	3,5%
Autres materiels de transport	9,3%	-1,9%	-6,2%	12,2%	7,2%
Autres produits manufacturés	-1,3%	5,9%	5,9%	18,2%	5,2%
Electricité et gaz	6,4%	8,3%	5,9%	7,1%	7,7%
Eau, Assainissement et Traitement des déchets	2,7%	3,3%	11,8%	4,2%	3,9%
Construction	5,7%	14,3%	-7,2%	15,6%	10,2%
Secteur Tertiaire	5,4%	4,3%	-0,1%	5,7%	5,2%
Commerce	7,4%	5,4%	-3,1%	6,2%	5,4%
Transports	6,0%	7,9%	-9,2%	10,8%	6,2%
Services d'hebergement et restauration	4,3%	7,2%	-19,8%	3,2%	4,7%
Information et Communication	1,8%	2,5%	-3,4%	11,6%	4,9%
<i>Services des Télécommunications</i>	2,4%	2,1%	-3,5%	13,2%	4,6%
<i>Autres Services D'Information et de Communication</i>	-1,1%	4,3%	-2,7%	5,0%	5,8%
Services financiers et d'assurance	6,0%	11,5%	9,7%	3,7%	7,6%
Services immobiliers	2,3%	5,5%	4,8%	4,1%	5,3%
Services spécialisés, scientifiques et techniques	6,5%	-8,0%	11,7%	3,4%	3,8%
Services de soutien au bureau	8,6%	4,9%	-6,5%	3,5%	6,5%
Services d'administration publique	8,5%	5,6%	9,2%	4,4%	4,7%
Enseignement	2,7%	3,5%	-9,2%	3,1%	3,8%
Activites de sante et action sociale	6,3%	6,0%	8,3%	6,9%	5,8%
Activites à caractere collectif ou personnel	5,2%	1,2%	-6,5%	10,9%	5,8%
Services domestique	3,7%	3,5%	3,5%	3,5%	3,6%
Autres services	5,2%	3,1%	-7,6%	3,9%	3,8%
Taxes sur biens et services	6,9%	5,6%	-3,4%	8,2%	6,7%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	6,2%	4,6%	1,3%	6,1%	5,5%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	6,1%	4,5%	1,9%	5,8%	5,4%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	5,8%	4,7%	-0,5%	7,1%	5,6%
Production de biens et services	6,2%	4,3%	-0,4%	7,3%	5,7%
Importations de biens et services	9,0%	6,8%	7,0%	8,0%	6,7%
Taxes nettes sur les produits	6,9%	5,6%	-3,4%	8,2%	6,7%
TOTAL DES RESSOURCES	6,8%	4,8%	0,9%	7,5%	6,0%
Consommations intermédiaires	6,2%	4,0%	-3,2%	9,3%	6,2%
Consommation finale	4,5%	4,4%	2,3%	5,9%	5,8%
publique	3,5%	7,5%	2,6%	5,4%	6,3%
privée	4,7%	3,8%	2,2%	6,0%	5,7%
Formation brute de capital fixe	13,7%	10,3%	4,3%	10,7%	8,7%
publique	-3,1%	6,4%	13,8%	4,1%	7,0%
privée	19,5%	11,3%	1,7%	12,7%	9,2%
Aquisition objets de valeur	6,5%	8,4%	11,5%	10,8%	11,2%
Exportations de biens et services	8,2%	14,7%	-13,2%	14,7%	8,2%
TOTAL DES EMPLOIS	6,8%	4,8%	0,9%	7,5%	6,0%

Source : DPEE/DGPPE/MEPC

Tableau 2 : PIB nominal

En milliards de FCFA aux prix courant	2018	2019	2020 prov.	2021 est.	2022 prév.
Secteur Primaire	1 924,5	2 042,7	2 286,1	2 347,5	2 533,4
Agriculture et activités annexes	1 202,8	1 287,3	1 566,9	1 559,0	1 664,0
Évage et chasse	467,9	494,6	480,2	541,6	596,8
Sylviculture, exploitation forestière,	54,2	55,9	57,0	59,5	62,3
Pêche et pisciculture	199,6	204,9	182,0	187,3	210,2
Secteur Secondaire	3 083,3	3 232,5	3 275,0	3 778,6	4 170,8
Activités extractives	443,5	520,0	595,2	762,9	919,5
<i>Dont production de Pétrole et de Gaz</i>					602,7
Fabrication de produits agro-alimentaires	1 000,9	1 023,5	1 036,9	1 151,9	1 218,4
<i>Abattage, transformation et conservation des viandes</i>	131,9	130,6	144,2	168,2	176,7
<i>Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques</i>	113,6	123,1	94,2	99,9	109,6
<i>Fabrication de corps gras alimentaires</i>	74,4	58,4	55,5	74,3	80,3
<i>Riz décortiqué et farines</i>	143,9	160,9	163,0	193,3	209,6
<i>Fabrication d'aliments pour animaux</i>	38,2	39,5	38,2	41,6	43,2
<i>Fabrication de pain et pâtisseries</i>	89,5	93,4	94,1	99,0	105,9
<i>Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a</i>	38,7	39,5	38,6	40,9	43,2
<i>Conserves de fruits et légumes</i>	44,9	46,8	48,7	47,9	50,4
<i>Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires</i>	62,6	68,5	96,8	98,1	97,1
<i>Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie</i>	70,1	68,6	72,4	82,0	86,0
<i>Fabrication d'autres produits alimentaires</i>	88,3	85,3	82,2	89,2	93,0
<i>Fabrication de boissons</i>	89,0	85,1	87,1	97,1	103,5
<i>Produits à base de tabac</i>	16,0	23,7	22,0	20,3	19,8
Raffinage pétrole, cokéfaction,	38,9	44,8	3,8	4,9	6,3
Fabrication de produits chimiques	67,0	64,5	38,9	45,6	49,6
Matériaux de construction	85,6	86,5	99,7	116,3	123,6
Egrenage de coton et fabrication de textiles	264,3	271,1	275,1	282,4	298,3
<i>Egrenage du coton</i>	3,2	3,2	2,6	3,2	3,1
<i>Filature, tissage et ennoblissement textile</i>	78,5	81,1	84,1	87,0	94,7
<i>Fabrication d'articles d'habillement</i>	182,6	186,8	188,5	192,2	200,6
Travail du cuir, fabrication d'article de voyage; chaussures	15,8	15,2	13,9	7,8	8,2
Sciage et rabotage du bois	59,3	68,0	67,2	73,8	73,0
Papiers, cartons et articles en papier ou carton	34,8	36,5	37,9	38,0	41,0
Produits pharmaceutiques	11,9	11,2	9,2	15,7	16,3
Savons, parfums et produits d'entretien	37,2	43,4	57,7	50,1	55,8
Produits du caoutchouc et plastique	63,3	62,6	59,8	60,7	65,1
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en métal	99,8	94,2	86,0	135,0	157,3
Autres matériels de transport	42,3	42,8	40,9	45,2	51,8
Autres produits manufacturés	172,2	177,7	189,0	234,0	248,6
Électricité et gaz	183,2	164,5	181,3	194,3	211,3
Eau, Assainissement et Traitement des déchets	112,2	113,3	117,4	122,3	128,3
Construction	350,9	392,5	365,2	437,8	498,3
Secteur Tertiaire	6 699,0	6 987,3	7 085,2	7 597,8	8 117,2
Commerce	1 712,7	1 829,2	1 736,3	1 883,9	2 006,3
Transports	494,7	505,6	468,8	521,4	555,5
Services d'hébergement et restauration	161,9	167,4	135,2	142,6	150,7
Information et Communication	533,9	547,4	541,1	573,8	602,7
<i>Services des Télécommunications</i>	421,9	431,5	427,2	451,7	472,1
<i>Autres Services D'Information et de Communication</i>	112,0	115,8	113,8	122,1	130,5
Services financiers et d'assurance	300,9	336,8	369,8	387,2	422,8
Services immobiliers	949,4	1 009,1	1 074,9	1 165,4	1 278,0
Services spécialisés, scientifiques et techniques	586,6	530,1	583,9	615,4	651,0
Services de soutien au bureau	221,9	232,7	219,9	231,1	246,5
Services d'administration publique	710,3	735,8	821,3	876,0	929,6
Enseignement	575,6	619,8	649,5	682,5	720,8
Activités de santé et action sociale	183,2	198,4	218,7	236,2	253,8
Activités à caractère collectif ou personnel	55,2	54,0	50,0	56,1	61,7
Services domestique	70,6	72,0	75,5	78,1	82,1
Autres services	142,1	149,1	140,2	148,3	155,9
Taxes sur biens et services	1 133,3	1 447,2	1 451,7	1 595,3	1 728,7
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	12 840,2	13 709,6	14 097,9	15 319,1	16 550,0
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	11 706,9	12 262,4	12 646,2	13 723,9	14 821,4
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	11 637,4	12 422,3	12 531,0	13 760,1	14 886,0
Production de biens et services	20 840,0	21 828,9	21 876,0	24 018,2	25 985,9
Importations de biens et services	4 987,2	5 382,6	5 545,4	6 272,9	6 941,3
Taxes nettes sur les produits	1 133,3	1 447,2	1 451,7	1 595,3	1 728,7
TOTAL DES RESSOURCES	26 960,4	28 658,8	28 873,1	31 886,4	34 655,9
Consommations intermédiaires	9 133,1	9 566,6	9 229,8	10 294,4	11 164,6
Consommation finale	10 688,6	11 286,1	11 774,7	12 733,5	13 781,1
publique	1 770,0	1 920,8	2 073,0	2 234,8	2 430,7
privée	8 918,6	9 365,3	9 701,7	10 498,7	11 350,4
Formation brute de capital fixe	3 636,5	4 066,7	4 155,2	4 804,8	5 385,7
publique	807,4	870,1	981,8	1 028,3	1 114,5
privée	2 829,2	3 196,6	3 173,4	3 776,5	4 271,1
Variation de stocks	530,3	287,2	770,3	602,5	510,7
Aquisition objets de valeur	25,3	26,5	29,1	32,7	38,0
Exportations de biens et services	2 946,7	3 425,8	2 914,0	3 418,5	3 775,9
TOTAL DES EMPLOIS	26 960,4	28 658,8	28 873,1	31 886,4	34 655,9

Source : DPEE/DGPPE/MEPC

Tableau 3 : Evolution du déflateur

EVOLUTION DEFLATEUR DU PIB BASE 100 EN 2014	2018	2019	2020 prov.	2021 est.	2022 prév.
Secteur Primaire	-2,5%	1,8%	-0,8%	3,7%	2,5%
Agriculture et activités annexes	-2,8%	2,7%	2,4%	1,5%	1,5%
Évage et chasse	-2,8%	2,5%	-7,0%	10,1%	4,8%
Sylviculture, exploitation forestière,	-0,9%	-1,7%	0,8%	1,3%	1,3%
Pêche et pisciculture	0,3%	-5,3%	-3,3%	6,1%	2,8%
Secteur Secondaire	2,0%	-0,2%	1,7%	4,0%	4,2%
Activités extractives	7,6%	14,7%	15,6%	2,3%	12,2%
<i>Dont production de Pétrole et de Gaz</i>					
Fabrication de produits agro-alimentaires	-1,6%	-2,4%	2,5%	2,3%	0,9%
<i>Abattage, transformation et conservation des viandes</i>	9,6%	-6,9%	6,1%	10,2%	1,1%
<i>Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques</i>	-8,4%	-7,9%	-0,9%	6,1%	1,4%
<i>Fabrication de corps gras alimentaires</i>	5,9%	-28,9%	18,8%	7,4%	1,0%
<i>Riz décortiqué et farines</i>	-9,5%	9,9%	-5,2%	3,2%	1,2%
<i>Fabrication d'aliments pour animaux</i>	-6,2%	9,3%	-15,4%	-1,2%	-1,2%
<i>Fabrication de pain et pâtisseries</i>	0,0%	-1,1%	-2,1%	-0,5%	0,1%
<i>Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a</i>	1,9%	1,6%	-2,7%	0,0%	0,0%
<i>Conserves de fruits et légumes</i>	1,0%	2,6%	-1,2%	-5,4%	2,0%
<i>Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires</i>	-3,4%	-1,3%	23,5%	-2,0%	-2,0%
<i>Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie</i>	1,4%	-3,7%	-1,5%	2,2%	2,2%
<i>Fabrication d'autres produits alimentaires</i>	-0,4%	-0,2%	-0,5%	0,1%	2,0%
<i>Fabrication de boissons</i>	-3,6%	-6,4%	-0,3%	0,1%	2,0%
<i>Produits à base de tabac</i>	-16,6%	73,8%	1,0%	0,0%	1,5%
Raffinage pétrole, cokéfaction,	-29,3%	21,6%	-90,6%	21,4%	20,8%
Fabrication de produits chimiques	91,1%	-9,6%	-36,9%	6,7%	3,4%
Matériaux de construction	-9,7%	0,7%	7,0%	1,1%	1,1%
Egrenage de coton et fabrication de textiles	0,3%	-0,4%	1,3%	1,0%	0,1%
<i>Egrenage du coton</i>					
<i>Filature, tissage et ennoblement textile</i>	0,6%	0,7%	1,4%	0,9%	1,0%
<i>Fabrication d'articles d'habillement</i>	0,8%	-0,4%	1,5%	0,6%	0,1%
Travail du cuir; fabrication d'article de voyage; chaussures	4,4%	-2,4%	-11,4%	-44,1%	1,0%
Sciage et rabotage du bois	5,1%	6,3%	1,7%	4,4%	2,0%
Papiers, cartons et articles en papier ou carton	-0,1%	-0,2%	-0,1%	0,0%	1,0%
Produits pharmaceutiques	-0,5%	0,0%	4,2%	46,4%	1,0%
Savons, parfums et produits d'entretien	-10,9%	10,6%	9,5%	6,2%	6,2%
Produits du caoutchouc et plastique	-11,2%	11,0%	-9,5%	4,0%	0,5%
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en métal	11,2%	-14,5%	-0,9%	25,1%	12,6%
Autres matériels de transport	-9,7%	3,1%	2,0%	-1,6%	6,9%
Autres produits manufacturés	2,5%	-2,5%	0,4%	4,8%	1,0%
Électricité et gaz	16,1%	-17,1%	4,0%	0,0%	1,0%
Eau, Assainissement et Traitement des déchets	-0,6%	-2,2%	-7,4%	0,0%	1,0%
Construction	-0,9%	-2,2%	0,3%	3,7%	3,2%
Secteur Tertiaire	-0,1%	0,0%	1,5%	1,5%	1,6%
Commerce	1,1%	1,3%	-2,1%	2,2%	1,0%
Transports	-2,4%	-5,3%	2,1%	0,4%	0,3%
Services d'hébergement et restauration	-4,0%	-3,5%	0,6%	2,2%	1,0%
Information et Communication	-8,5%	0,0%	2,3%	-5,0%	0,2%
<i>Services des Télécommunications</i>	-10,6%	0,2%	2,6%	-6,6%	-0,1%
<i>Autres Services D'Information et de Communication</i>	0,5%	-0,8%	1,0%	2,2%	1,0%
Services financiers et d'assurance	-2,0%	0,4%	0,1%	1,0%	1,5%
Services immobiliers	-0,2%	0,7%	1,7%	4,2%	4,2%
Services spécialisés, scientifiques et techniques	-0,3%	-1,8%	-1,4%	1,9%	1,9%
Services de soutien au bureau	-0,2%	0,0%	1,1%	1,5%	0,2%
Services d'administration publique	3,0%	-1,9%	2,2%	2,2%	1,4%
Enseignement	4,3%	4,1%	15,4%	1,9%	1,7%
Activités de santé et action sociale	0,4%	2,1%	1,8%	1,0%	1,6%
Activités à caractère collectif ou personnel	4,9%	-3,3%	-0,9%	1,0%	4,0%
Services domestique	2,0%	-1,6%	1,4%	-0,1%	1,5%
Autres services	2,4%	1,8%	1,8%	1,8%	1,3%
Taxes sur biens et services	-9,2%	20,9%	3,9%	1,6%	1,6%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	-0,8%	2,1%	1,5%	2,4%	2,4%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (non agricole (aux prix du marché)	-0,6%	2,0%	1,4%	2,6%	2,5%
Production de biens et services	0,8%	0,5%	0,6%	2,0%	2,0%
Importations de biens et services	4,9%	1,0%	-3,8%	4,7%	3,7%
Taxes nettes sur les produits	-9,2%	20,9%	3,9%	1,6%	1,6%
TOTAL DES RESSOURCES	1,0%	1,4%	-0,2%	2,7%	2,5%
Consommations intermédiaires	1,8%	0,7%	-0,4%	2,1%	2,2%
Consommation finale	-0,2%	1,1%	2,0%	2,1%	2,3%
publique	2,9%	0,9%	5,2%	2,3%	2,3%
privée	-0,8%	1,1%	1,4%	2,1%	2,3%
Formation brute de capital fixe	1,6%	1,4%	-2,0%	4,4%	3,1%
publique	0,4%	1,2%	-0,9%	0,6%	1,3%
privée	2,1%	1,5%	-2,4%	5,6%	3,6%
Aquisition objets de valeur	-1,9%	-3,4%	-1,6%	1,4%	4,4%
Exportations de biens et services	1,9%	1,4%	-2,0%	2,2%	2,1%
TOTAL DES EMPLOIS	1,0%	1,4%	-0,2%	2,7%	2,5%

Source : DPEE/DGPPE/MEPC

Tableau 4 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)

	2017	2018	2019	2020	2021
TOFE MSFP 2001/2014					
Recettes	2 376,8	2 425,5	2 788,8	2 842,7	2 979,4
Recettes fiscales	1 845,0	1 990,4	2 410,0	2 368,2	2 594,1
Impôts sur le revenu, les bénéficiaires et les gains en capital	543,6	603,3	710,6	717,2	771,5
<i>dont Impot sur les sociétés</i>	275,5	280,6	350,0	353,9	340,5
<i>dont Impot sur le revenu des personnes physiques</i>	260,5	313,6	352,2	354,3	424,1
<i>.dont CCAP</i>	30,5	37,5	40,8	44,1	48,2
Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	14,0	5,3	9,0	8,0	33,1
<i>dont CFCE rattachée</i>					23,2
Impôts sur le patrimoine	34,2	39,3	40,0	42,0	55,5
Impôts sur les biens et services	954,9	1 016,2	1 247,2	1 228,4	1 293,0
<i>dont TVA intérieure</i>	316,8	330,7	389,9	360,6	341,4
<i>dont TVA à l'importation</i>	382,4	404,1	493,4	445,0	572,1
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	266,4	290,3	365,5	337,9	393,6
<i>dont PROMAD</i>					20,4
Autres recettes fiscales	32,0	36,0	37,7	34,7	47,5
Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons	264,5	256,4	224,3	324,5	130,6
Dons budgétaires	49,5	19,5	16,5	194,7	17,1
Dons en capital	215,1	236,9	207,9	129,8	113,5
Autres recettes	267,2	178,6	154,5	150,0	254,7
<i>dont Dividendes</i>	42,7	32,1	35,4	46,0	129,3
<i>dont autres recettes</i>	0,3	0,0	32,5	104,0	125,4
Charges	2 214,2	2 315,3	2 686,2	3 134,3	3 216,2
Rémunération des salariés	600,0	682,0	733,3	804,1	885,8
Utilisation des biens et services	325,5	305,5	281,1	285,5	377,0
<i>dont Dépenses de téléphone</i>	11,4	0,0	7,1	10,2	8,4
Consommation de capital fixe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts	233,9	263,2	271,2	289,5	306,5
<i>Extérieur</i>	178,3	210,3	232,9	251,8	254,1
<i>Intérieur</i>	55,6	52,8	38,3	37,7	52,4
Dons	725,0	649,8	969,2	1 381,7	1 348,6
<i>Dons courants</i>	190,2	207,1	448,9	675,4	669,7
<i>Dons en capital</i>	534,8	442,7	520,3	706,3	678,9
Prestations sociales	7,0	7,1	15,4	23,3	22,9
Autres charges	280,4	277,6	204,0	175,1	184,4
Autres charges courantes	262,7	275,6	204,0	175,1	184,4
<i>dont bourses et allocations scolaires</i>	45,3	68,3	64,4	56,6	83,1
Autres dépenses en capital	17,7	2,0	0,0	0,0	0,0
Solde brut de gestion (1-2+23+NOBz)	162,5	110,1	102,6	-291,6	-236,8
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:					
Acquisition nette d'actifs non financiers	524,6	587,7	640,4	611,4	727,5
Actifs fixes	524,6	587,6	640,0	610,3	722,7
<i>dont Investissement des autres entités, financé sur dotations</i>	0,0	0,0	40,2	51,3	92,9
<i>dont Investissement financé/ressources externes et ex</i>	456,5	517,7	599,8	559,0	629,8
Objets de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Actifs non produits	0,0	0,1	0,0	0,0	3,0
Capacité / besoin de financement (1-2+NOBz-31)	-362,0	-477,6	-537,7	-903,0	-964,3

Source : DGCPT

Tableau 5 : TOFE (Suite)

TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET					
Acquisition nette d'actifs financiers	197,3	458,7	277,5	235,1	432,5
Intérieurs	197,3	458,7	277,5	235,1	432,5
<i>Numéraires et dépôts</i>	27,2	307,8	100,5	117,1	358,0
<i>Titres de créances</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits	166,9	123,6	168,5	68,7	58,8
dont rétrocession nette des remboursements	101,0	94,5	162,5	73,7	58,8
*dont couvertures de chèques de la Poste non	59,9	13,4	0,0	0,0	0,0
<i>Autres comptes à recevoir</i>	-1,2	27,3	8,4	49,3	15,7
Extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or monétaire et DTS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accumulation net de passifs	561,7	936,0	816,3	1 145,7	1 395,4
Intérieurs	-270,2	-157,6	-8,0	282,8	364,4
<i>Titres de créances</i>	-120,2	-240,0	12,9	319,3	140,2
<i>dont Bons du Trésor - en compte de dépôts</i>	-10,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>dont Bons du Trésor en adjudication</i>	-16,6	-100,2	-35,9	45,6	23,7
<i>dont Emprunts obligataire par APE</i>	-25,2	-12,0	-25,2	-15,9	-15,7
<i>dont Emprunts obligataire en adjudication</i>	-54,4	-108,3	89,0	304,7	144,7
<i>dont Emprunts Sukkuk</i>	-13,9	-19,5	-15,0	-15,0	-12,5
Crédits	-49,8	-36,0	-61,3	-71,2	223,0
<i>dont autres emprunts</i>	-12,1	-13,9	-43,1	-71,2	-23,2
<i>dont BANQUE ATLANTIQUE</i>	-6,0	-3,2	0,0	0,0	0,0
<i>dont Dépôt koweïtien</i>	-6,0	-3,2	0,0	0,0	0,0
<i>dont FMI</i>	-31,7	-19,0	-18,1	0,0	246,3
<i>dont ressources Afriximbank</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Autres comptes à payer</i>	-100,3	118,5	40,4	34,7	1,2
<i>dont Fonds en route</i>	8,1	19,8	6,3	5,8	1,0
dont comptes de dépôts	-77,8	104,5	22,7	-68,8	6,4
dont fonds national des retraites	-10,1	0,9	23,7	29,4	8,1
Extérieurs	831,9	1 093,5	824,3	862,9	1 031,0
<i>Numéraires et dépôts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Titres de créances</i>	516,9	842,2	65,2	221,3	565,9
<i>Bons du Trésor par adjudication</i>	-16,0	-64,2	-1,5	9,4	61,3
<i>Obligations du Trésor par adjudication</i>	-49,1	-133,6	112,3	249,2	257,5
<i>Obligations du Trésor par APE</i>	-23,6	-31,4	-35,7	-27,4	-27,6
Eurobonds	641,2	1 077,0	0,0	0,0	287,2
sukkuk	-11,1	-5,5	-10,0	-10,0	-12,5
Crédits	315,0	251,4	759,1	641,6	465,1
<i>dont Tirages sur prêts programmes</i>	79,8	4,9	262,6	469,8	171,0
<i>dont Prêts-projets</i>	241,5	280,7	395,0	429,2	516,3
<i>dont Retrocession</i>	103,5	96,2	162,5	73,7	58,8
<i>dont autres emprunts</i>	-17,5	-9,6	347,0	0,0	0,0
<i>dont bilatéraux et multilatéraux et commerciaux</i>	-92,2	-121,0	-405,0	-331,0	-281,0
<i>Autres comptes à payer</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : DGCPT

Tableau 6 : Balance des paiements

LIBELLE POSTE	2019	2020	2021	2022
a- Compte des transactions courantes (1+2+3)	-1 112,0	-1 532,3	-2 037,3	-1 790,8
1- Biens et services	-1 953,4	-2 626,7	-3 207,1	-3 136,1
Balance des biens	-1 687,6	-1 609,5	-1 719,5	-2 093,4
Exportations de biens FOB dont :	2 594,4	2 410,8	3 036,2	3 637,1
Produits halieutiques	375,9	321,7	312,9	333,7
Produits arachidières	153,1	120,7	168,6	176,5
Engrais solides	22,0	19,5	33,1	40,8
Acide phosphorique	219,2	151,6	265,3	318,9
Phosphate	22,3	11,5	22,1	26,8
Produits pétroliers	477,7	357,5	448,5	681,3
Or	420,6	473,1	579,1	666,0
Titane	54,1	62,2	87,8	92,9
Zircon	61,3	54,1	62,5	65,4
Divers	788,2	838,9	1 056,3	1 234,7
Importations de biens FOB	-4 282,0	-4 020,3	-4 755,7	-5 730,5
Importations de biens CAF dont :	-4 791,9	-4 509,6	-5 378,6	-6 452,6
Produits alimentaires	-781,3	-867,5	-950,6	-1 101,0
Autres biens de consommation courante	-458,4	-457,7	-529,6	-570,7
Produits pétroliers	-1 234,4	-1 041,5	-1 359,1	-1 983,4
Biens intermédiaires	-964,5	-939,7	-1 210,0	-1 278,8
Biens d'équipement	-1 184,8	-1 002,5	-1 128,7	-1 357,8
Autres importations	-168,6	-200,7	-200,6	-160,8
Balance des services	-265,8	-1 017,2	-1 487,6	-1 042,7
Crédit	824,7	502,9	544,4	668,6
Dont voyage	302,2	71,0	86,2	150,8
Débit	-1 090,5	-1 520,1	-2 032,0	-1 711,3
Dont fret et assurances	-510,3	-489,3	-622,9	-722,7
2- Revenu primaire	-383,8	-340,9	-348,9	-331,2
Dont intérêts sur la dette publique	-232,9	-251,8	-254,1	-240,5
3- Revenu secondaire	1 225,3	1 435,4	1 518,7	1 676,4
- Administrations publiques	-11,8	167,9	-14,4	18,5
Dont aides budgétaires	19,5	194,7	17,1	46,0
- Autres secteurs	1 237,0	1 267,5	1 533,1	1 658,0
Dont transferts des migrants (recept.)	1 393,2	1 408,5	1 622,9	1 725,1
b- Compte de capital (4+5)	216,6	138,9	117,2	259,0
4- Acquisition/cessions d'actifs non financiers	-3,1	-3,1	-1,4	-0,7
5- Transferts de capital	219,7	142,0	118,6	259,7
- Administrations publiques	207,9	129,8	113,5	250,0
Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0
J-Autres transferts de capital	207,9	129,8	113,5	250,0
- Autres secteurs	11,8	12,2	5,1	9,7
c. Solde comptes courant et de capital (a+b)	-895,4	-1 393,4	-1 920,1	-1 531,8
d- Compte financier (6+7+8+9)	-1 036,9	-1 295,7	-2 161,7	-1 617,3
6- Investissement direct	-582,7	-1 005,2	-1 476,4	-1 174,0
7- Investissements de portefeuille	-60,7	-298,9	-598,7	-140,5
8- Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
9- Autres investissements	-393,5	8,4	-86,6	-302,7
- Administrations publiques	-756,6	-641,7	-465,1	-1 098,2
- Tirages	-1 161,6	-972,7	-746,1	-687,0
- Amortissements	405,0	331,0	281,0	-411,2
- Autres secteurs	363,1	650,1	378,6	795,5
f- Solde global (a+b-c+d)	146,5	-91,3	245,7	90,4

Source : BCEAO

Tableau 7 : Situation des institutions de dépôts (en milliards de F CFA)

AGREGATS DE MONNAIE - SENEGAL				
Encours en milliards de FCFA				
Poste	2018	2019	2020	2021
Monnaie au sens large et ses composantes				
Circulation fiduciaire	1 187,0	1 299,3	1 526,4	1 955,1
Billets et monnaies mis en circulation	1 300,3	1 433,2	1 677,9	2 142,7
Encaisses des banques (à déduire)	110,2	130,9	148,4	184,6
Encaisses des Trésors (à déduire)	3,1	3,1	3,1	3,1
Dépôts transférables	2 425,6	2 674,2	2 992,1	3 400,0
BCEAO	0,5	0,4	0,8	1,2
Banques	2 417,1	2 665,9	2 983,4	3 390,9
CCP et CNE	7,9	7,9	7,9	7,9
M1	3 612,6	3 973,5	4 518,5	5 355,1
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 647,1	1 718,5	1 875,8	2 123,5
BCEAO	0,4	0,4	0,4	0,5
AID	1 646,7	1 718,1	1 875,4	2 123,0
Masse monétaire (M2)	5 259,7	5 692,0	6 394,3	7 478,6
Contreparties de la masse monétaire				
Actifs extérieurs nets	1 823,8	1 970,3	1 880,3	2 125,9
BCEAO	1 171,1	1 468,8	1 169,4	1 451,4
Banques	652,7	501,5	710,9	674,5
Créances intérieures	4 742,8	5 153,6	6 099,5	6 967,9
Créances nettes sur l'Administration Centrale	467,8	556,9	1 432,0	1 856,1
BCEAO	-176,6	-194,0	71,2	323,0
Banques	644,3	750,9	1 360,8	1 533,1
Créances sur l'économie	4 275,0	4 596,7	4 667,6	5 111,7
BCEAO	5,0	4,9	4,6	4,2
Banques	4 270,1	4 591,8	4 663,0	5 107,6
Passifs à caractère non monétaire (2)	1 050,7	1 195,1	1 382,0	1 516,7
Actions et autres participations dans les ID	717,2	749,0	770,8	860,8
BCEAO	17,1	-0,7	1,5	1,5
Banques	700,1	749,7	769,3	859,2
Engagements non monétaires des ID	333,5	446,0	611,1	655,9
Dépôts exclus de M2	194,2	277,3	369,7	379,9
Emprunts	139,3	148,2	220,8	255,4
Titres autres q'actions exclus de M2	0,0	20,6	20,6	20,6
Autres postes nets (3)	256,2	236,8	203,6	98,5
dont contrepartie des dépôts auprès des CCP	-7,9	-7,9	-7,9	-7,9

Source : BCEAO